



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2020-2021

CG, PN /PK

P.V. FI 39

Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 19 mars 2021

Ordre du jour :

- 7712 Débat d'orientation sur la modernisation et les défis de notre système fiscal
- Rapporteur : Monsieur Gilles Roth, Monsieur André Bauler

- Echange de vues avec les représentants de l'Administration des contributions directes

*

Présents : M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. Gilles Baum, M. François Benoy, M. Sven Clement, M. Georges Engel, M. Claude Haagen, Mme Martine Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Laurent Mosar, Mme Lydia Mutsch remplaçant M. Dan Biancalana, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler, M. Michel Wolter

M. David Wagner, observateur délégué

Mme Pascale Toussing, Directrice de l'Administration des contributions directes (ACD)

Mme Monique Adams, M. Sven Anen, Mme Betty Sandt, M. Luc Schmit, du comité de direction de l'ACD

M. Luc Hoffmann, M. Sébastien Laburte, Mme Elisabeth Modert, de la division économique de l'ACD

M. Benjamin Jans, du ministère des Finances

M. Loris Meyer, Attaché du groupe parlementaire DP

Mme Caroline Guezennec, M. Philippe Neven, de l'Administration parlementaire

Excusé : M. Dan Biancalana

*

Présidence : M. André Bauler, Président de la Commission

*

7712 Débat d'orientation sur la modernisation et les défis de notre système fiscal
- Rapporteur : Monsieur Gilles Roth, Monsieur André Bauler
- Echange de vues avec les représentants de l'Administration des contributions directes

Monsieur le Président de la Commission, André Bauler, rappelle que l'objectif du présent débat d'orientation, en présence de représentants de l'Administration des contributions directes (ACD), est d'éclairer la Commission sur l'évolution des différents types de recettes fiscales au cours des cinq dernières années, notamment :

- L'impôt sur les revenus (personnes physiques) ;
- L'impôt sur les revenus des collectivités (impôt sur les sociétés) ;
- L'impôt sur la fortune ;
- L'impôt commercial communal (ICC) ;
- L'impôt sur les transactions financières ;
- La taxe digitale.

L'orateur fait remarquer que la taxe d'abonnement, ainsi que les droits de succession tombent dans le champ d'application de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de la TVA (AED), qui sera également invitée prochainement à une entrevue avec la Commission.

En outre l'évolution par type d'impôt, la Commission s'intéresse également aux sujets de la répartition de la charge fiscale entre les différents acteurs sociétaux, de l'attractivité fiscale du Grand-Duché de Luxembourg et de la taxation environnementale.

Mme la Directrice de l'ACD fait également remarquer que les types d'impôts mentionnés dans le courrier de la Commission du 3 février 2021 ne concernent pas tous l'ACD.

L'oratrice explique que les principales recettes de l'ACD se composent, pour les personnes physiques, de l'impôt sur le revenu fixé par voie d'assiette des personnes physiques (IRPP), de l'impôt retenu sur les traitements et salaires (RTS), ainsi que de l'impôt de solidarité (IS) et, pour les personnes morales, de l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC), de l'impôt commercial communal (ICC) et de l'impôt sur la fortune (IF), ainsi que de l'impôt de solidarité (IS).

L'oratrice procède ensuite à la présentation du document annexé au présent procès-verbal.

Echange de vues :

M. le Président, André Bauler s'interroge, en premier lieu quant à un éventuel impact de la mise en place d'une assiette fiscale commune au niveau européen sur les recettes fiscales nationales. En deuxième lieu, l'orateur souhaite connaître l'avis de l'ACD quant à l'impact sur les recettes fiscales nationales d'un éventuel changement vers un nouvel accord à caractère plus « durable » concernant l'imposition des travailleurs frontaliers en télétravail.

Mme la Directrice de l'ACD juge qu'il est à l'heure actuelle très difficile de faire des prévisions concrètes quant au résultat des discussions autour d'une assiette fiscale commune. L'oratrice annonce que les premières études dont elle a actuellement connaissance prévoient a priori un impact négatif sur l'évolution des recettes fiscales nationales. Elle souligne néanmoins que ces premières simulations reposent sur des hypothèses osées, raison pour laquelle elle ne souhaite pas se prononcer de manière définitive par rapport à la question de Monsieur le Président à l'heure actuelle. L'oratrice ajoute qu'elle est d'avis qu'il ne sera possible d'élaborer

des études d'impacts fiables qu'à partir du moment où le détail des modalités d'une telle assiette fiscale commune seront connues.

M. le Président comprend qu'il soit actuellement encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives à ce sujet. Il fait pourtant remarquer qu'il juge très intéressant d'obtenir le moment venu différentes simulations à cet égard de la part de l'ACD, en vue d'enrichir le débat sur le système fiscal national au sein de la Commission.

Concernant la question portant sur les conventions sur le télétravail des frontaliers, Mme la Directrice de l'ACD explique qu'elle est positivement surprise de l'attitude très constructive et pragmatique des trois pays voisins du Grand-Duché de Luxembourg depuis le début de la crise sanitaire de Covid-19. L'oratrice informe la Commission qu'elle a pu participer aux négociations dans le cadre de l'élaboration de ces conventions bilatérales et elle estime, en soulignant qu'il s'agit là de son point de vue personnel, que les modalités actuellement en vigueur ne pourront probablement pas être maintenues sans compensations supplémentaires.

Elle rappelle que les seuils actuellement retenus par les conventions pour le maintien à 100% de l'imposition au Luxembourg, à savoir de 19 jours de travail pour l'Allemagne, de 24 jours de travail pour la Belgique et de 29 jours de travail pour la France, n'étaient initialement pas censés régler l'imposition en situation de télétravail, mais étaient mis en place pour permettre aux contribuables de maintenir une certaine flexibilité quant aux déplacements professionnels dans un contexte hors crise sanitaire. L'oratrice estime que les conventions actuelles de télétravail devront être retravaillées en vue de trouver une solution plus durable entre le Grand-Duché de Luxembourg et ses trois pays voisins.

M. David Wagner demande si l'ACD pourrait établir un tableau présentant une ventilation des contributions fiscales pour les personnes physiques, ainsi qu'un degré de concentration par catégories de revenus.

M. François Benoy s'interroge sur l'effet de redistribution des recettes fiscales au niveau de l'impôt sur le revenu pour les personnes physiques.

Dans le contexte du débat de la Commission sur la modernisation du système fiscal national, l'orateur juge important de comprendre le fonctionnement de cet effet afin de se faire une idée de son impact sur les recettes fiscales dans le temps. Il précise que l'effet de redistribution est, d'après sa compréhension, influencé de manière non-négligeable par les transferts sociaux et par différents abattements fiscaux. L'orateur estime que ce sont en général plutôt les citoyens « bien nantis » qui profitent des abattements fiscaux et il souhaite savoir si l'ACD peut également fournir des données permettant de chiffrer les montants des abattements fiscaux par catégories de revenus.

M. le Président rejoint M. François Benoy par rapport à sa remarque d'aborder le sujet des abattements fiscaux dans les futurs échanges sur la modernisation du système fiscal au sein de la Commission.

Mme la Directrice de l'ACD affirme, en se référant à la question de M. David Wagner, que l'ACD fournira à la Commission un tableau dénommé « ventilation des ménages par catégorie de revenus et impôts ». Elle souhaite néanmoins préciser que l'effet de la dernière réforme fiscale ne sera que partiellement détectable dans ce tableau vu qu'une partie des données fiscales, notamment celles de l'année 2018, n'ont pas encore pu être intégralement récoltées.

L'oratrice remarque encore qu'elle vérifiera avec les services compétents de l'ACD si un degré de concentration par catégorie de revenus peut être inclus dans ce tableau.

Quant aux questions de M. François Benoy, l'oratrice signale qu'à part les abattements fiscaux, il faudrait considérer également les différents crédits d'impôts dans le contexte de l'effet de redistribution. Elle affirme que l'ACD fournira aussi une analyse détaillée à la Commission permettant de chiffrer l'impact des abattements fiscaux en fonction de la constellation des ménages pour les périodes antérieures et postérieures à la dernière réforme fiscale.

M. Sven Clement demande, en se référant au degré de concentration des impôts IRPP payés représenté dans le document en annexe, si l'ACD dispose de statistiques quant au taux moyen d'imposition et au pourcentage d'application de ce dernier par rapport à l'ensemble des contribuables personnes physiques.

En analysant les chiffres présentés dans le document en annexe, l'orateur constate qu'un nombre assez restreint de contribuables contribue à 75% des recettes des impôts IRPP. Il s'interroge dans ce contexte sur le taux de contribution des contribuables provenant de la classe moyenne.

Mme la Directrice de l'ACD précise que l'ACD dispose des données nécessaires afin de classer les ménages soumis à l'imposition IRPP dans différentes catégories de revenus. Elle estime, en soulignant que les statistiques présentées reposent sur des extrapolations, que le calcul d'un taux moyen, tel que demandé par M. Sven Clement est également possible.

M. François Benoy évoque qu'une éventuelle harmonisation fiscale au niveau européen pourrait entraîner une réduction des futures recettes fiscales luxembourgeoises et demande dans quelle mesure l'ACD réalise une évaluation de ce risque, notamment en ce qui concerne les recettes fiscales perçues de la part des sociétés de participations financières (SOPARFI). L'orateur rajoute qu'il juge très important d'évaluer d'abord l'envergure des risques potentiels futurs afin de déterminer les mesures appropriées pour anticiper une éventuelle baisse des recettes fiscales. L'orateur cite dans ce contexte une étude du Fonds monétaire international (FMI)¹ qui évalue le montant total annuel des recettes fiscales nationales payées par les SOPARFI à environ 2 milliards d'euros.

De plus, l'orateur s'interroge sur l'impôt sur la fortune des personnes physiques abrogé depuis janvier 2006. Dans un souci de créer un débat large et ouvert concernant la modernisation du système fiscal luxembourgeois, M. François Benoy propose de discuter également du rétablissement de l'impôt sur la fortune des personnes physiques, qui pourrait, à son avis, présenter une alternative afin d'atténuer une baisse future des recettes fiscales. En s'adressant aux représentants de l'ACD, l'orateur demande dans ce contexte comment le rétablissement de ce type d'impôt pourrait être mis en œuvre dans la pratique et quel serait, suivant l'ACD, l'impact prévisionnel d'une telle mesure sur l'évolution des recettes fiscales.

Mme la Directrice de l'ACD répond que l'ACD est effectivement en mesure d'identifier des risques potentiels futurs, mais elle précise qu'il est très difficile d'évaluer, voire de chiffrer l'envergure de ces risques. En ce qui concerne les impôts prélevés auprès des SOPARFI, l'oratrice fait remarquer que le document en annexe permet de donner un aperçu de ces chiffres. Elle soulève qu'à l'heure actuelle, elle ne dispose pas d'informations qui laisseraient prévoir une délocalisation importante de SOPARFI vers l'étranger dans les prochaines années, dont pourrait découler éventuellement une baisse des recettes fiscales. L'oratrice attire en outre l'attention de la Commission sur le fait que l'ACD s'est basée dans les statistiques présentées sur le code NACE² pour classer les entreprises par secteur d'activité. Elle fait néanmoins remarquer que cette approche ne permet pas de distinguer entre « sociétés de participations » et « sociétés figurant comme tête de groupe », en expliquant que cette dernière catégorie de sociétés ne devrait pas figurer sous le code NACE destiné aux

¹ International Taxation and Luxembourg's Economy, WP/20/264, November 2020

² Nomenclature statistique des Activités économiques dans la Communauté Européenne

SOPARFI, mais plutôt sous celui du secteur d'activité économique du groupe concerné. Dans ce contexte, l'oratrice juge les sociétés figurant en tant que tête de groupe comme étant « moins mobiles » que les sociétés de participations « classiques ».

Quant à l'idée prononcée d'un rétablissement de l'impôt sur la fortune des personnes physiques, l'oratrice fait remarquer que celui-ci ne fait pas partie de l'accord de coalition du Gouvernement et qu'il n'est par conséquent pas prévu que ce sujet fasse l'objet des travaux de l'ACD. Elle affirme que les travaux de l'ACD à ce sujet ne peuvent se limiter qu'à la vérification et la mise à disposition des chiffres concernant les recettes fiscales perçues à travers l'impôt sur la fortune des personnes physiques.

M. David Wagner demande, en se référant à la question posée précédemment par M. Sven Clement, si l'ACD pourrait également calculer un taux moyen d'imposition pour les personnes morales.

Mme la Directrice de l'ACD indique qu'il est, contrairement aux personnes physiques, très difficile de calculer un taux moyen d'imposition généralisé pour les personnes morales vu que le degré d'imposition peut varier significativement en fonction du type et du secteur d'activité d'une entreprise. L'oratrice explique que le taux d'imposition effectif pour le secteur des SOPARFI, donc des sociétés n'ayant comme seul objet la détention de participations, est par exemple significativement inférieur à celui d'autres secteurs économiques, car la directive « mère-fille » permet d'exonérer certaines opérations. L'oratrice annonce néanmoins que l'ACD peut fournir différentes simulations de taux moyens pour les personnes morales par secteur d'activité, respectivement par code NACE.

M. le Président s'interroge sur les écarts en termes de recettes fiscales entre les trois classes d'impôts³ qui existent pour les personnes physiques, ainsi que sur la répartition des charges fiscales par classe d'impôt. L'orateur est d'avis qu'une telle comparaison serait particulièrement intéressante pour les travaux au sein de la Commission, notamment suite à la publication d'une lettre ouverte envoyée en date du 5 mars 2021 par le collectif Monoparental au Gouvernement luxembourgeois et interpellant ce dernier sur l'urgence concernant la discrimination fiscale que subissent les familles monoparentales.⁴

De plus, l'orateur juge nécessaire de rappeler, en citant l'expression de « trop d'impôt tue l'impôt »⁵ qu'il ne faut pas négliger le sujet de l'attractivité fiscale du Grand-Duché de Luxembourg dans les discussions par rapport à la modernisation du système fiscal national. Il explique donc que, d'un point de vue macroéconomique, le fait de prélever trop d'impôts pourrait en théorie engendrer le risque qu'un pays devienne moins attractif et par conséquent que l'État pourrait subir des pertes fiscales.

M. Georges Engel se rallie à la question posée précédemment par M. François Benoy en rapport avec un rétablissement de l'impôt sur la fortune des personnes physiques et s'interroge sur les différentes possibilités de calculs déterminant une fortune. Il rajoute dans ce contexte qu'il serait intéressé de recevoir des informations par rapport aux différents modèles utilisés par d'autres pays.

³ Au Grand-Duché de Luxembourg, trois classes d'impôts existent pour les personnes physiques, nommées 1 ; 1a et 2.

⁴ Le collectif Monoparental rappelle dans sa missive que le Gouvernement s'était « engagé, dès 2018, à réformer le régime d'imposition particulièrement injuste qui fait payer aux parents seuls avec enfants davantage d'impôts qu'aux couples mariés même sans enfants ».

⁵ Expression utilisée par l'économiste Arthur Laffer, auteur de la « courbe de Laffer », une hypothèse faite dans le cadre de modélisations économiques qui formalise l'idée que la relation positive entre croissance du taux d'imposition et croissance des recettes de l'État s'inverserait lorsque le taux d'imposition deviendrait trop élevé.

Mme la Directrice de l'ACD estime que l'élaboration de différentes simulations concernant une imposition sur la fortune des collectivités serait difficilement réalisable, mais que les services compétents de l'ACD mettront tout en œuvre pour fournir des informations pertinentes à cet égard à la Commission.

Luxembourg, le 21 avril 2021

Le Secrétaire-administrateur,
Philippe Neven

Le Président de la Commission des Finances
et du Budget,
André Bauler

Annexe :

Document distribué aux membres de la Commission en début de réunion



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration des contributions directes

Direction

Commission des Finances et du Budget

Réunion du 19 mars 2021

Table des matières

Chapitre 1 Mesures prises dans le cadre de la lutte contre le COVID-19.....	4
1.1 Demande d’annulation de la 1 ^{ère} et 2 ^e avance 2020 (au 31 décembre 2020)	4
1.2 Demande de délai de paiement (au 31 décembre 2020)	4
Chapitre 2 Evolution des principales recettes	4
2.1 Evolution des principales recettes budgétaires sur les 10 dernières années.....	5
Tableau 1 : Evolution des principales recettes des années budgétaires 2011 à 2020	5
2.2 Comparaison des principales recettes du budget voté avec les recettes effectives encaissées sur les 10 dernières années budgétaires	9
2.3 Budget 2021 et prévisions pluriannuelles des principales recettes de 2022 à 2024.....	13
Chapitre 3 : Analyse des principales recettes par année budgétaire de 2016 à 2020 (IS inclus)	13
3.1 Evolution de l’impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) et de la retenue sur traitements et salaires (RTS) de 2016 à 2020	13
Tableau 2 : Evolution des avances et soldes de l’IRPP de 2016 à 2020	13
Tableau 3 : Part de l’IRPP et de la RTS dans le total des 5 principales recettes de 2016 à 2020.....	14
Tableau 4 : Degré de concentration de l’IRPP de 2016 à 2020.....	14
Tableau 5 : Répartition sectorielle de la RTS de 2016 à 2020.....	15
Tableau 6 : Répartition du sous-secteur « activités financières et d’assurances » de la RTS de 2016 à 2020.....	16
3.2 Evolution de l’impôt sur le revenu des collectivités (IRC) de 2016 à 2020.....	18
Tableau 7 : Evolution des avances et soldes de l’IRC de 2016 à 2020	18
Tableau 8: Part de l’IRC dans le total des 5 principales recettes de 2016 à 2020	18
Tableau 9 : Degré de concentration de l’IRC de 2016 à 2020.....	18
Tableau 10 : Principaux payeurs de l’IRC de 2016 à 2020	19
Tableau 11 : Répartition sectorielle de l’IRC de 2016 à 2020	20
Tableau 12 : Répartition du sous-secteur « Activités financières et d’assurances » de l’IRC de 2016 à 2020.....	21
3.3 Evolution de l’impôt commercial communal (ICC) de 2016 à 2020	22
Tableau 13 : Evolution des avances et soldes de l’ICC de 2016 à 2020	22
Tableau 14 : Part de l’ICC dans le total des 5 principales recettes de 2016 à 2020	23
Tableau 15 : Degré de concentration de l’ICC de 2016 à 2020.....	23
Tableau 16 : Principaux payeurs de l’ICC de 2016 à 2020	24
Tableau 16 : Répartition sectorielle de l’ICC de 2016 à 2020	24
Tableau 17 : Répartition du sous-secteur « Activités financières et d’assurances » de l’ICC de 2016 à 2020.....	26
Tableau 18 : Rapport ICC/IRC de 2016 à 2020	27
3.4 Evolution de l’impôt sur la fortune (IF) de 2016 à 2020	27

Tableau 19 : Evolution des avances et soldes de l'IF de 2016 à 2020	27
Tableau 20 : Part de l'IF dans le total des 5 principales recettes de 2016 à 2020.....	27
Tableau 21 : Degré de concentration de l'IF de 2016 à 2020	27
Tableau 22 : Répartition sectorielle de l'IF de 2016 à 2020.....	28
Tableau 23: Répartition du sous-secteur « Activités financières et d'assurances » de l'IF de 2016 à 2020	30
Chapitre 4 : Analyse des principales recettes par année d'imposition de 2016 à 2020 (IS inclus).....	31
4.1 Evolution de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) de 2016 à 2020.....	31
Tableau 24 : Evolution des avances et soldes de l'IRPP de 2016 à 2020	31
Tableau 25 : Degré de concentration de l'IRPP de 2016 à 2020.....	32
4.2 Evolution de l'impôt sur le revenu des collectivités de 2016 à 2020	33
Tableau 26 : Evolution des avances et soldes de l'IRC de 2016 à 2020	33
Tableau 27 : Degré de concentration de l'IRC de 2016 à 2020.....	33
Tableau 28 : Principaux payeurs de l'IRC de 2016 à 2020	34
4.3 Evolution de l'impôt commercial communal de 2016 à 2020	35
Tableau 29 : Evolution des avances et soldes de l'ICC de 2016 à 2020	35
Tableau 30 : Degré de concentration de l'ICC de 2016 à 2020.....	35
Tableau 31 : Principaux payeurs de l'ICC de 2016 à 2020	36
4.4 Evolution de l'impôt sur la fortune de 2016 à 2020	37
Tableau 32 : Evolution des avances et soldes de l'IF de 2016 à 2020	37
Tableau 33 : Degré de concentration de l'IF de 2016 à 2020	37
4.5 La répartition des recettes d'impôts des personnes physiques et morales pour les années d'imposition 2016 à 2020	38
Tableau 34 : Répartition des recettes entre personnes physiques et personnes morales pour les années d'imposition 2016 à 2020.....	38
Chapitre 5 : Les différents taux d'imposition des personnes physiques et morales en vigueur pour les années d'imposition 2016 à 2020.....	39
5.1 Taux d'imposition personnes physiques de 2016 à 2020.....	39
Tableau 35 : Comparaison du barème avant réforme fiscale et après réforme fiscale 2017 des différentes classes d'impôts 1, 1A et 2	39
5.2 Taux d'imposition personnes physiques dans les différents pays de l'OCDE.....	42
Tableau 36 : Taux d'imposition des personnes physiques dans les différents pays de l'OCDE pour l'année d'imposition 2019 (statistiques de l'OCDE)	42
5.3 Taux d'imposition personnes morales.....	43
Tableau 37 : Evolution des taux d'imposition de l'IRC, IS et ICC sur les années 2016 à 2021	43
Tableau 38 : Taux d'imposition des personnes morales dans les différents pays de l'OCDE pour l'année d'imposition 2020 (statistiques de l'OCDE)	44

Chapitre 1 Mesures prises dans le cadre de la lutte contre le COVID-19

1.1 Demande d'annulation de la 1^{ère} et 2^e avance 2020 (au 31 décembre 2020)

Annulation Avances (en €)			
Personnes morales	Nombre de demandes: 2 819	IRC	87 751 135
		ICC	35 605 740
Personnes physiques	Nombre de demandes: 1 637	IRPP	38 046 903
		ICC	235 218
		Total	161 638 996

1.2 Demande de délai de paiement (au 31 décembre 2020)

Délai de paiement (en €)			
Personnes morales	Nombre de demandes: 199	IRC	32 381 946
		ICC	12 566 796
		IF	19 482 204
Personnes physiques	Nombre de demandes: 202	IRPP	5 747 314
		ICC	22 536
		Total	70 200 796

Chapitre 2 Evolution des principales recettes

Remarque préliminaire : Les principales recettes se composent pour les personnes physiques de l'impôt sur le revenu fixé par voie d'assiette des personnes physiques (IRPP), de l'impôt retenu sur les traitements et salaires (RTS) ainsi que de l'impôt de solidarité (IS) et pour les personnes morales de l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC), de l'impôt commercial communal (ICC) et de l'impôt sur la fortune (IF) ainsi que de l'impôt de solidarité (IS).

2.1 Evolution des principales recettes budgétaires sur les 10 dernières années

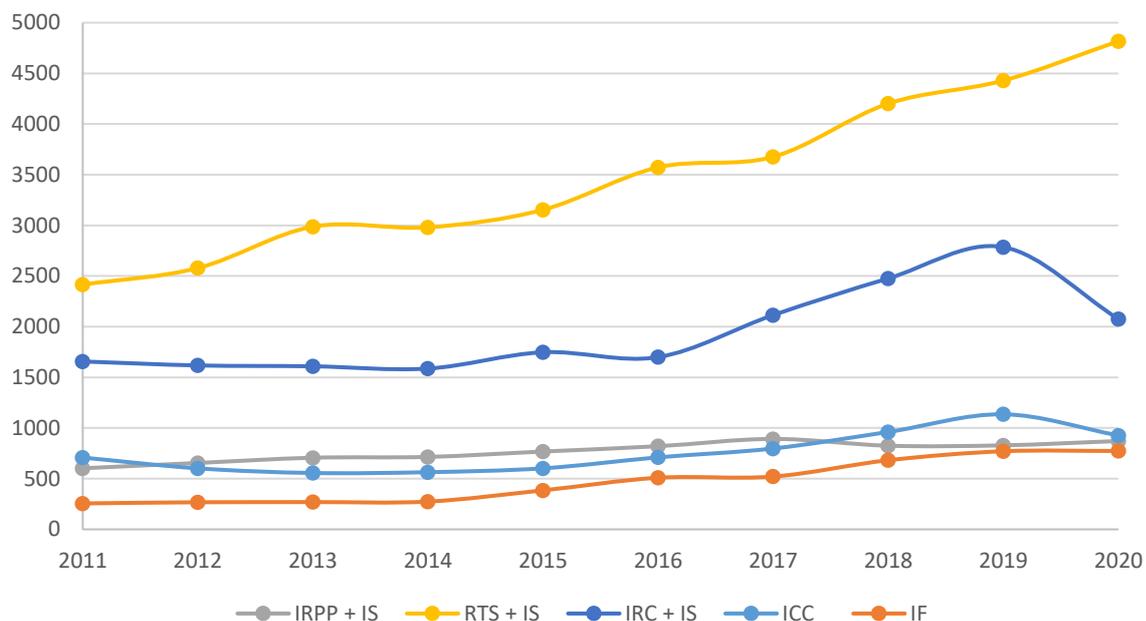
Tableau 1 : Evolution des principales recettes des années budgétaires 2011 à 2020

Evolution des principales recettes de 2011 à 2020 (en mio €)						
	IRPP	IS de l'IRPP	Total IRPP + IS	RTS	IS de la RTS	Total RTS + IS
2011	577,38	25,31	602,69	2 314,19	101,45	2 415,64
2012	627,80	27,52	655,32	2 470,45	108,30	2 578,75
2013	655,85	50,88	706,74	2 772,32	215,09	2 987,41
2014	663,51	51,47	714,98	3 012,56	233,73	3 246,29
2015	712,61	55,28	767,89	3 190,08	247,50	3 437,58
2016	760,42	59,94	820,36	3 315,70	257,25	3 572,95
2017	828,28	64,26	892,54	3 411,64	264,69	3 676,33
2018	765,95	59,42	825,37	3 899,10	302,51	4 201,61
2019	769,39	59,69	829,08	4 110,13	318,88	4 429,02
2020	808,96	62,76	871,72	4 470,05	346,81	4 816,86

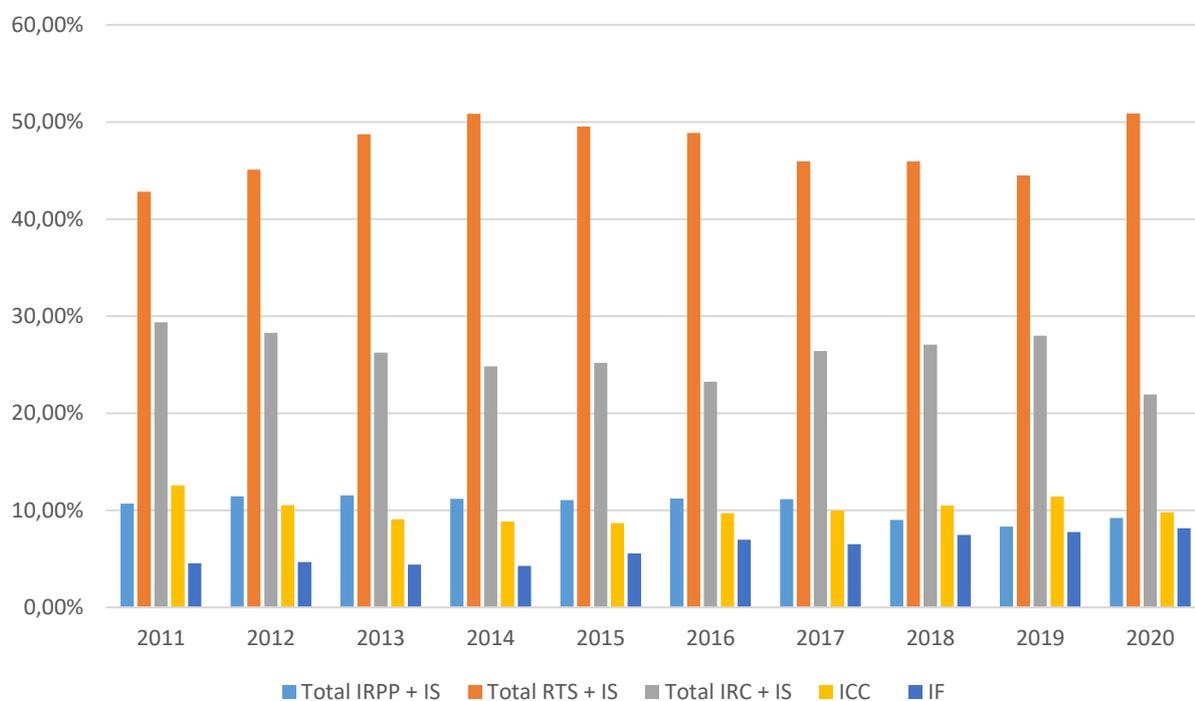
Evolution des principales recettes de 2011 à 2020 (en mio €)					
	IRC	IS de l'IRC	Total IRC + IS	ICC	IF
2011	1 573,83	82,83	1 656,66	708,33	255,96
2012	1 536,87	80,88	1 617,75	601,99	267,47
2013	1 496,49	112,63	1 609,12	556,00	269,37
2014	1 475,49	111,05	1 586,54	564,23	273,96
2015	1 625,63	122,35	1 747,98	602,17	384,96
2016	1 580,61	118,97	1 699,58	710,34	509,26
2017	1 966,41	148,00	2 114,41	797,85	520,99
2018	2 302,86	173,33	2 476,19	960,83	682,18
2019	2 590,49	194,98	2 785,47	1 135,68	770,92
2020	1 931,43	145,37	2 076,80	927,26	773,53

Evolution des principales recettes de 2011 à 2020 (en mio €)					
	Total personnes physiques	En % du total général	Total personnes morales	En % du total général	Total général
2011	3 018,33	53,52%	2 620,95	46,48%	5 639,28
2012	3 234,07	56,53%	2 487,21	43,47%	5 721,28
2013	3 694,14	60,28%	2 434,49	39,72%	6 128,63
2014	3 961,27	62,03%	2 424,73	37,97%	6 386,00
2015	4 205,47	60,59%	2 735,11	39,41%	6 940,58
2016	4 393,31	60,08%	2 919,18	39,92%	7 312,49
2017	4 568,87	57,10%	3 433,25	42,90%	8 002,12
2018	5 026,98	54,96%	4 119,20	45,04%	9 146,18
2019	5 258,09	52,84%	4 692,07	47,16%	9 950,16
2020	5 688,58	60,09%	3 777,59	39,91%	9 466,17

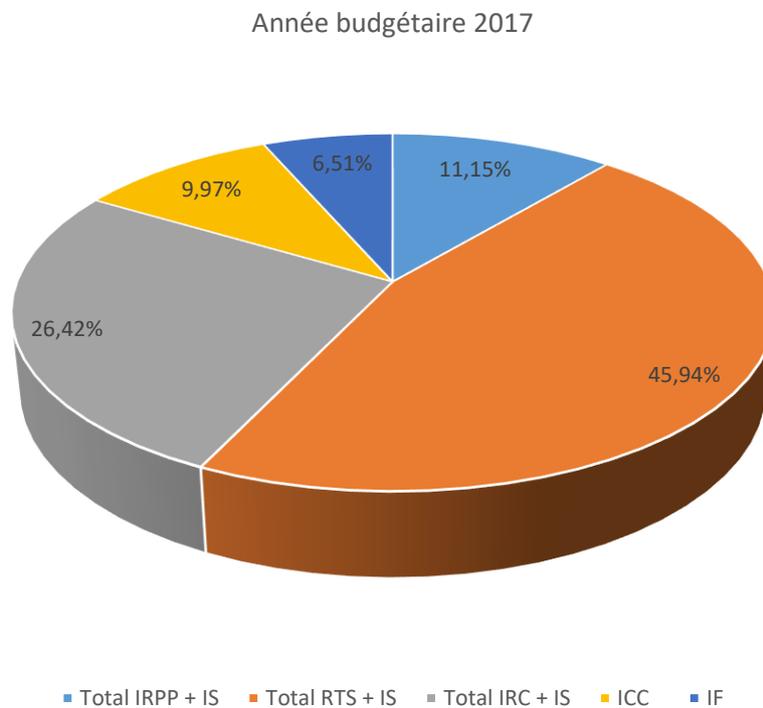
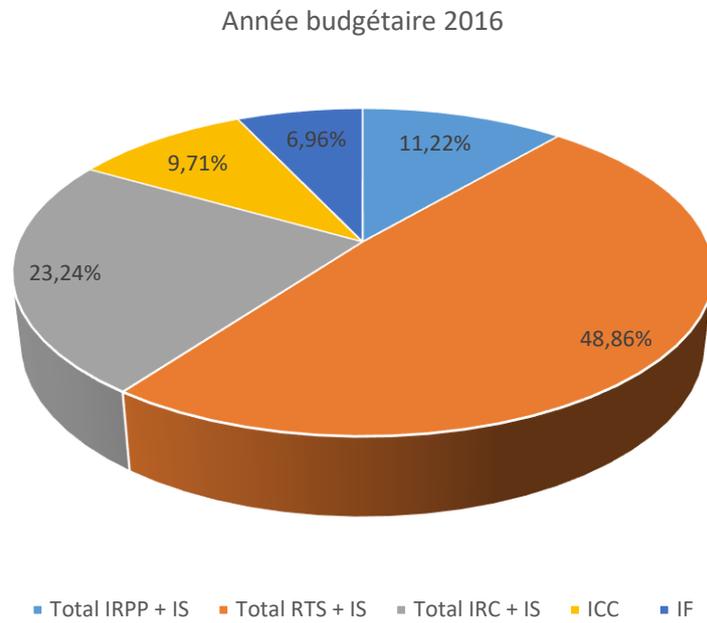
Graphique 1 : Evolution des principales recettes des années budgétaires de 2011 à 2020 (en mio €)



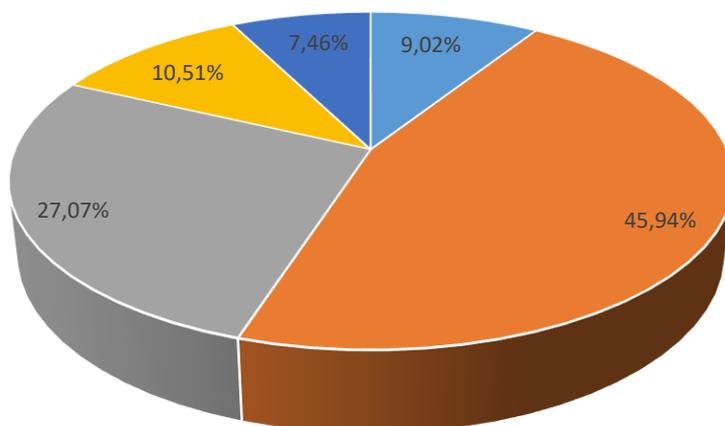
Graphique 2 : Part des différents types de recettes principales dans le total de ces 5 types de recettes de 2011 à 2020 (en %)



Graphique 3 : Part des différents types de recettes principales dans le total de ces 5 types de recettes de 2016 à 2020 (en %)

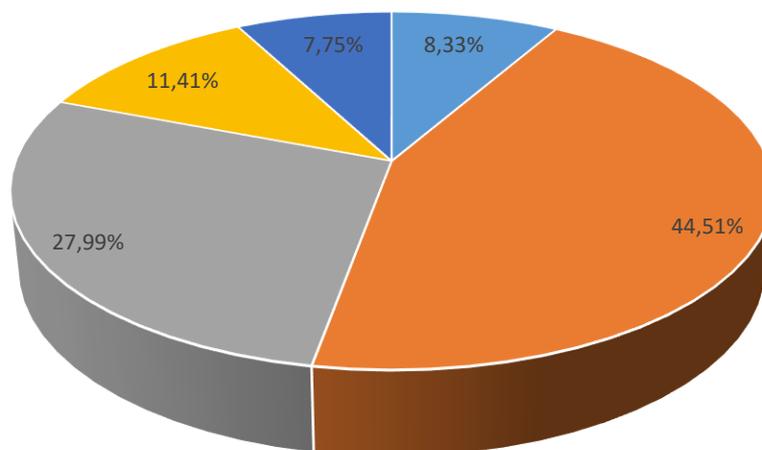


Année budgétaire 2018



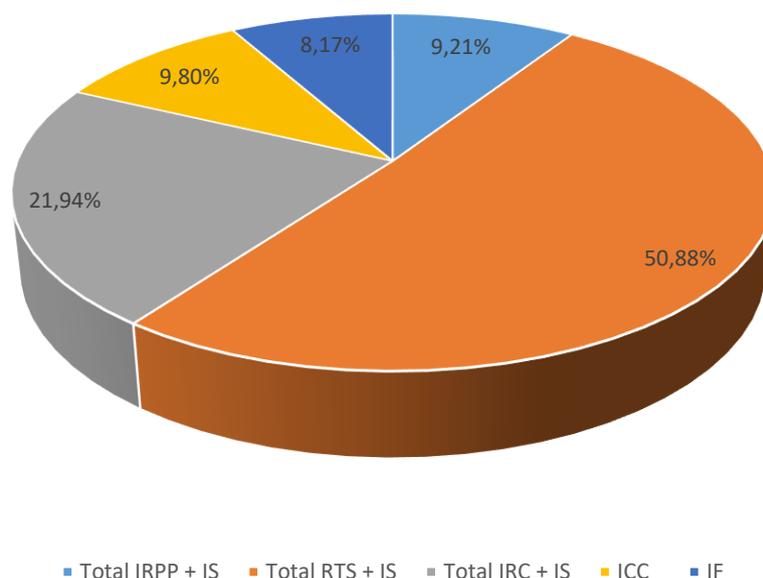
■ Total IRPP + IS ■ Total RTS + IS ■ Total IRC + IS ■ ICC ■ IF

Année budgétaire 2019



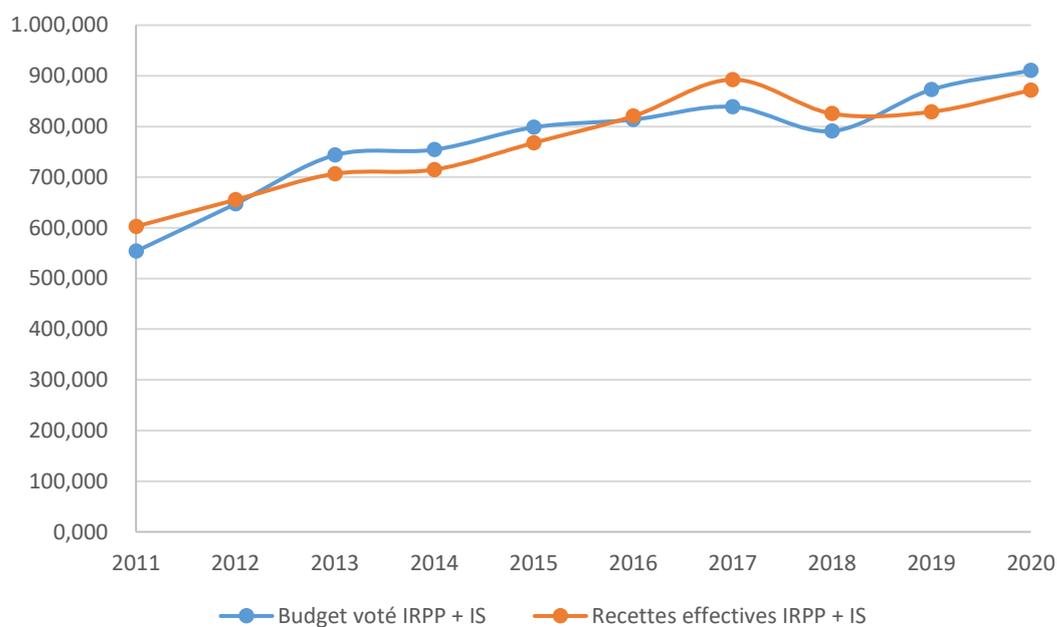
■ Total IRPP + IS ■ Total RTS + IS ■ Total IRC + IS ■ ICC ■ IF

Année budgétaire 2020



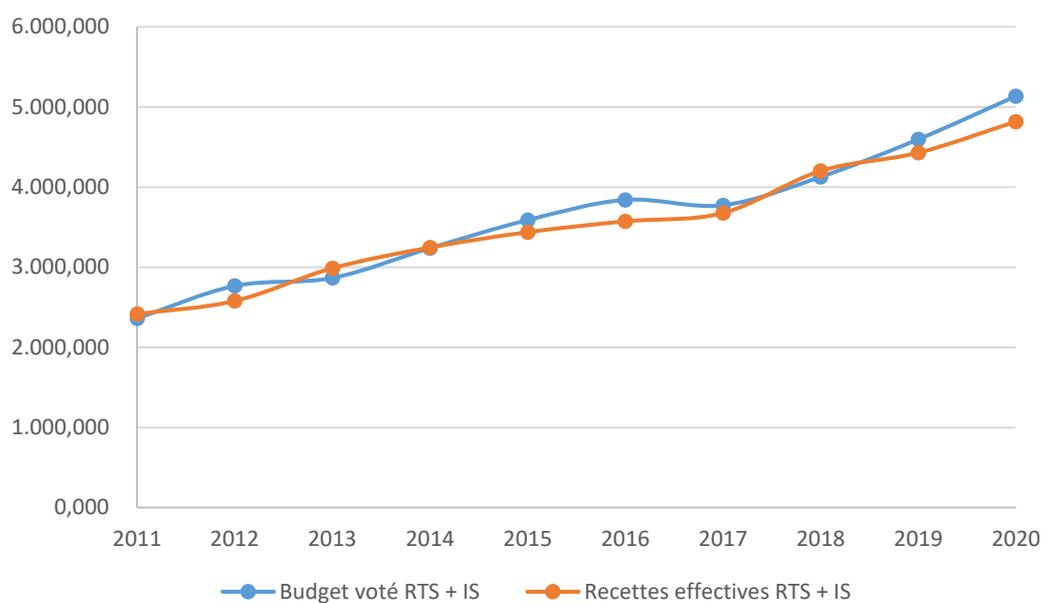
2.2 Comparaison des principales recettes du budget voté avec les recettes effectives encaissées sur les 10 dernières années budgétaires

Graphique 4 : Impôt sur le revenu des personnes physiques (IS inclus) de 2011 à 2020 (en mio €)



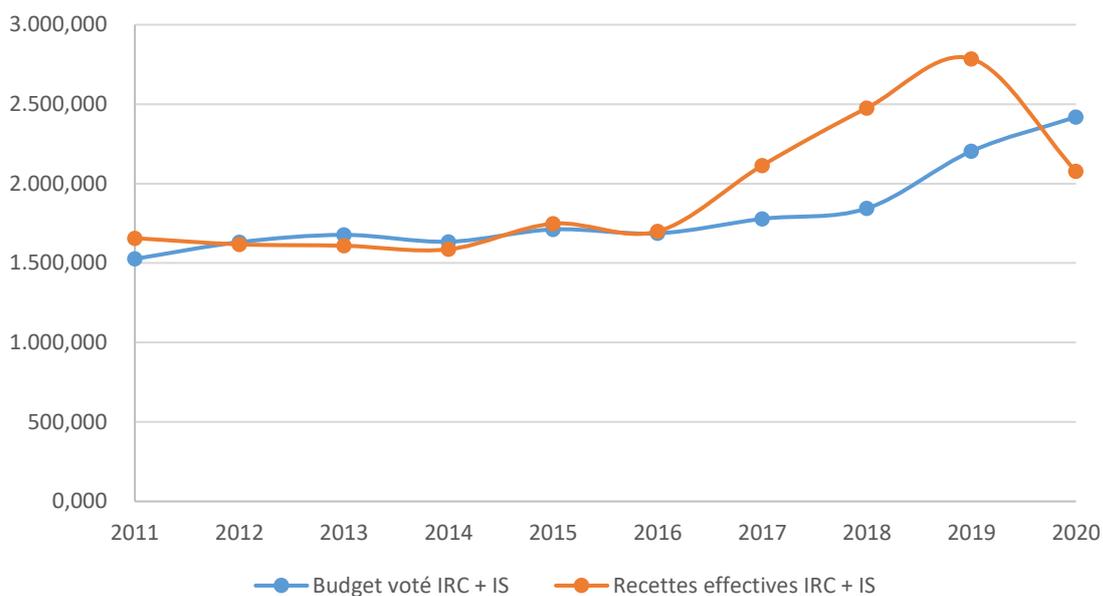
IRPP (IS inclus) par année budgétaire (en mio €)										
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Budget voté	553,81	647,18	743,53	754,31	798,49	813,58	838,90	790,95	872,84	910,56
Recettes encaissées	602,70	655,33	706,74	714,99	767,91	820,37	892,55	825,38	829,08	871,73
Différence	+48,88	+8,15	-36,79	-39,32	-30,58	+6,79	+53,65	+34,43	-43,76	-38,83

Graphique 5 : Impôt retenu sur les traitements et salaires (IS inclus) de 2011 à 2020 (en mio €)



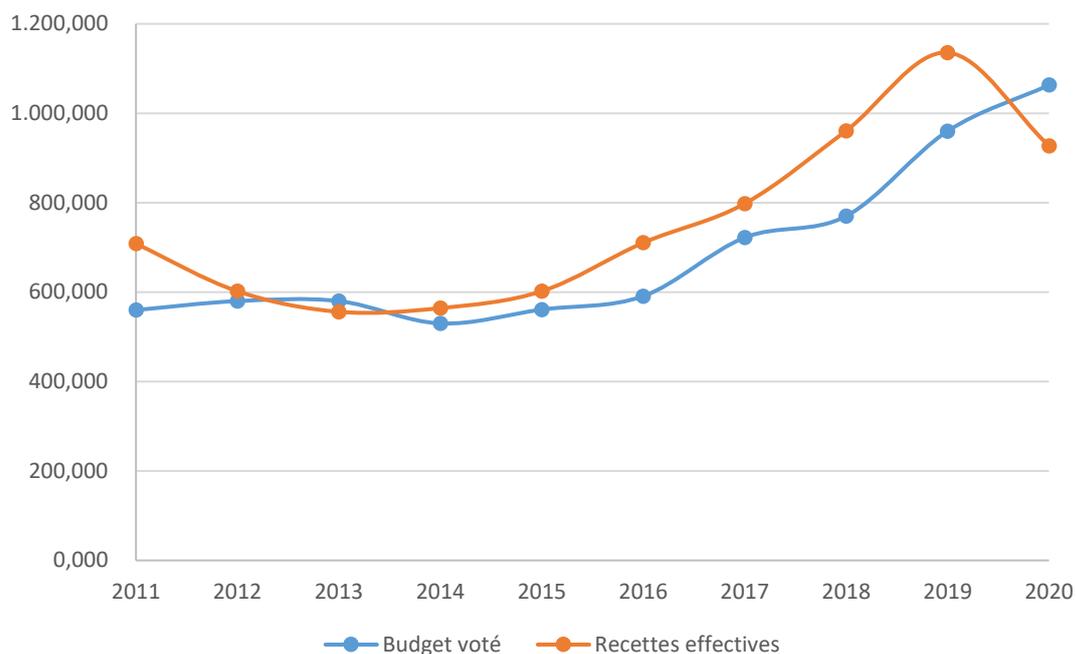
RTS (IS inclus) par année budgétaire (en mio €)							
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Budget voté	2 361,55	2 766,18	2 866,38	3 238,15	3 588,36	3 841,06	3 773,71
Recettes encaissées	2 415,65	2 578,76	2 987,42	3 246,30	3 437,59	3 572,96	3 676,34
Différence	+54,11	-187,41	+121,04	+8,15	-150,77	-268,10	-97,37
	2018	2019	2020				
Budget voté	4 127,15	4 595,90	5 134,70				
Recettes encaissées	4 201,62	4 429,02	4 816,87				
Différence	+74,46	-166,88	-317,82				

Graphique 6 : Impôt sur le revenu des collectivités (IS inclus) de 2011 à 2020 (en mio €)



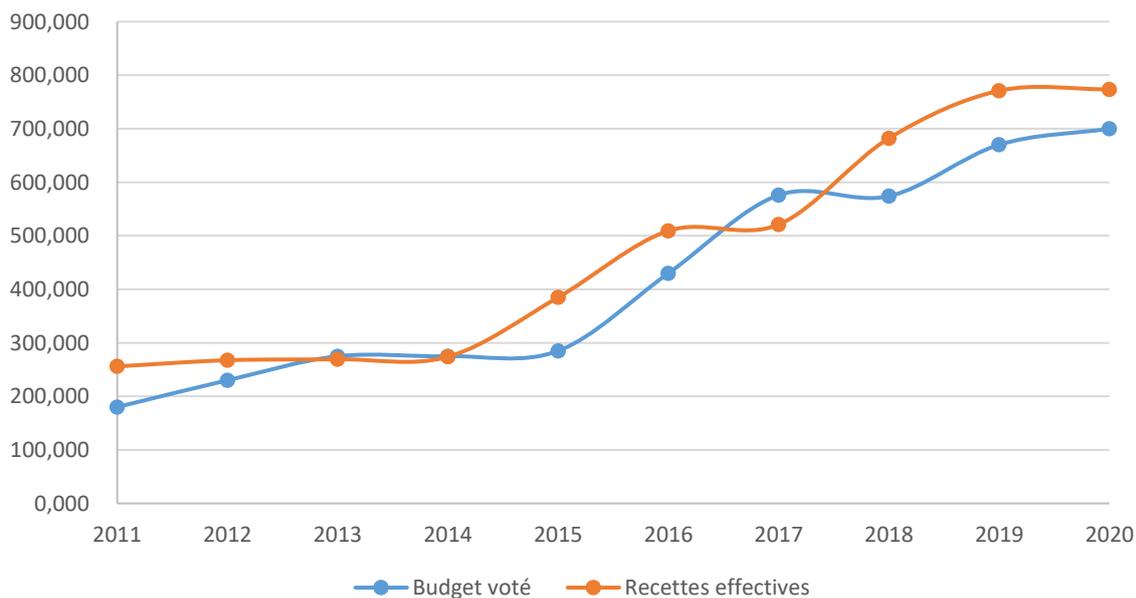
IRC (IS inclus) par année budgétaire (en mio €)							
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Budget voté	1 526,31	1 631,58	1 677,42	1 634,41	1 711,83	1 687,10	1 778,49
Recettes encaissées	1 656,67	1 617,76	1 609,13	1 586,56	1 747,99	1 699,59	2 114,42
Différence	+130,36	-13,82	-68,28	-47,85	+36,16	+12,49	+335,93
	2018	2019	2020				
Budget voté	1 844,09	2 204,30	2 419,35				
Recettes encaissées	2 476,20	2 785,48	2 076,81				
Différence	+632,12	+581,18	-342,54				

Graphique 7 : Impôt commercial communal de 2011 à 2020 (en mio €)



ICC par année budgétaire (en mio €)										
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Budget voté	560,00	580,00	580,00	530,00	561,00	591,00	722,00	770,00	960,00	1 053,00
Recettes encaissées	708,34	601,99	556,00	564,23	602,17	710,34	797,85	960,83	1 135,68	927,26
Différence	+148,34	+21,99	-24,00	+34,23	+41,17	+119,34	+75,85	+190,83	+175,68	-125,74

Graphique 8 : Impôt sur la fortune de 2011 à 2020 (en mio €)



IF par année budgétaire (en mio €)										
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Budget voté	180,00	230,00	275,00	275,00	285,00	430,00	576,00	574,00	670,00	700,00
Recettes encaissées	255,97	267,47	269,37	273,96	384,97	509,25	520,99	682,18	770,92	773,53
Différence	+75,97	+37,47	-5,63	-1,04	+99,97	+79,25	-55,01	+108,18	+100,92	+73,53

2.3 Budget 2021 et prévisions pluriannuelles des principales recettes de 2022 à 2024

Budget 2021 et prévisions pluriannuelles de 2022 à 2024 (en mio €)				
	IRPP	RTS	IS de l'IRPP et de la RTS	Total IRPP + RTS + IS
Budget 2021	795	4 545	414,31	5 754,31
Prévisions 2022	860	4 960	451,55	6 271,55
Prévisions 2023	930	5 350	487,24	6 767,24
Prévisions 2024	975	5 770	523,32	7 268,32

Budget 2021 et prévisions pluriannuelles de 2022 à 2024 (en mio €)					
	IRC	IS de l'IRC	Total IRC + IS	ICC	IF
Budget 2021	1 950	146,77	2 096,77	900	660
Prévisions 2022	1 950	146,77	2 096,77	900	700
Prévisions 2023	2 025	152,42	2 177,42	935	770
Prévisions 2024	2 075	156,18	2 231,18	960	800

Chapitre 3 : Analyse des principales recettes par année budgétaire de 2016 à 2020 (IS inclus)

3.1 Evolution de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) et de la retenue sur traitements et salaires (RTS) de 2016 à 2020

Tableau 2 : Evolution des avances et soldes de l'IRPP de 2016 à 2020

Par année budgétaire (en mio €)					
IRPP - Evolution des avances et soldes de 2016 à 2020					
Année budgétaire	2016	2017	2018	2019	2020
Avances	622,93	645,82	638,96	661,31	662,77
Soldes d'impôt	197,43	246,72	186,41	167,77	208,96
Total	820,36	892,55	825,38	829,08	871,73
Variation	-	+8,79%	-7,52%	+0,45%	+5,14%

Tableau 3 : Part de l'IRPP et de la RTS dans le total des 5 principales recettes de 2016 à 2020

Par année budgétaire (en €)		
Part de l'IRPP et de la RTS dans le total des 5 principales recettes		
	Recettes IRPP et RTS	% des recettes IRPP et RTS par rapport au total
2016	4 393 326 738,66	60,08%
2017	4 568 891 677,09	57,10%
2018	5 027 001 217,11	54,96%
2019	5 258 107 203,23	52,84%
2020	5 688 605 190,26	60,09%

Tableau 4 : Degré de concentration de l'IRPP de 2016 à 2020

Le tableau reprend, par année budgétaire, le degré de concentration des impôts IRPP payés par un certain pourcentage de contribuables. Pendant une année budgétaire un contribuable peut payer des avances pour l'année en cours et des soldes d'impôt pour une ou plusieurs années antérieures.

Par année budgétaire (en %)					
IRPP	2016	2017	2018	2019	2020
75% des recettes IRPP	2,77%	2,72%	2,16%	2,00%	2,22%
50% des recettes IRPP	0,84%	0,80%	0,71%	0,67%	0,69%
25% des recettes IRPP	0,18%	0,15%	0,15%	0,16%	0,14%

Graphique 9 : Degré de concentration IRPP de 2016 à 2020 (en %)

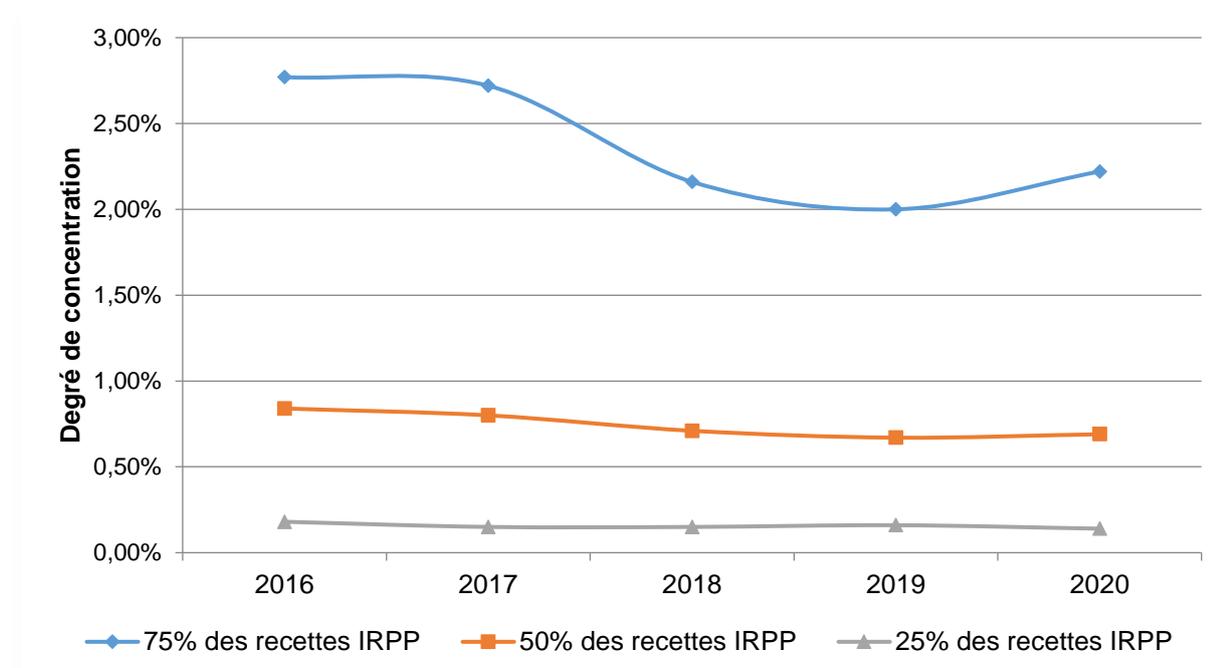


Tableau 5 : Répartition sectorielle de la RTS de 2016 à 2020

Répartition sectorielle de la RTS de 2016 à 2020 (en €)					
	2016	2017	2018	2019	2020
Administration publique	967 079 991,13	995 109 368,52	1 157 453 867,28	1 202 886 216,79	1 391 633 003,48
Activités financières et d'assurance	845 926 417,63	873 598 245,95	974 220 679,60	1 040 471 075,09	1 080 729 296,59
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	432 135 846,91	503 777 700,15	566 942 670,22	625 100 481,41	734 652 327,33
Santé humaine et action sociale	192 420 282,15	203 018 572,03	249 183 368,87	270 408 713,28	295 153 757,15
Information et communication	218 232 656,23	232 595 896,70	268 124 524,86	285 676 243,44	260 965 640,46
Divers	183 112 324,90	180 609 768,28	201 180 705,46	207 944 655,98	236 725 907,13
Commerce	245 830 085,36	206 274 335,00	224 721 339,42	232 471 618,86	218 707 318,80
Transports et entreposage	151 678 025,50	152 722 349,17	172 967 358,65	168 484 443,43	201 317 762,91
Industrie manufacturière	152 004 962,81	145 369 271,10	168 398 772,55	166 242 656,40	157 171 710,03
Construction	117 509 141,02	114 075 652,64	136 286 999,20	140 511 027,36	154 765 633,30
Activités de services administratifs et de soutien	67 028 158,77	69 189 204,45	82 138 056,38	88 824 616,33	85 051 581,82
Total	3 572 957 892,41	3 676 340 363,99	4 201 618 342,49	4 429 021 748,37	4 816 873 939

Répartition sectorielle de la RTS de 2016 à 2020 (en %)					
	2016	2017	2018	2019	2020
Administration publique	27,07%	27,07%	27,55%	27,16%	28,89%
Activités financières et d'assurance	23,68%	23,76%	23,19%	23,49%	22,44%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	12,10%	13,70%	13,49%	14,11%	15,25%
Santé humaine et action sociale	5,39%	5,52%	5,93%	6,11%	6,13%
Information et communication	6,11%	6,33%	6,38%	6,45%	5,42%
Divers	5,12%	4,91%	4,79%	4,70%	4,91%
Commerce	6,88%	5,61%	5,35%	5,25%	4,54%
Transports et entreposage	4,25%	4,15%	4,12%	3,80%	4,18%
Industrie manufacturière	4,25%	3,95%	4,01%	3,75%	3,26%
Construction	3,29%	3,10%	3,24%	3,17%	3,21%
Activités de services administratifs et de soutien	1,88%	1,88%	1,95%	2,01%	1,77%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Graphique 10 : Répartition sectorielle de la RTS de 2016 à 2020 (en %)

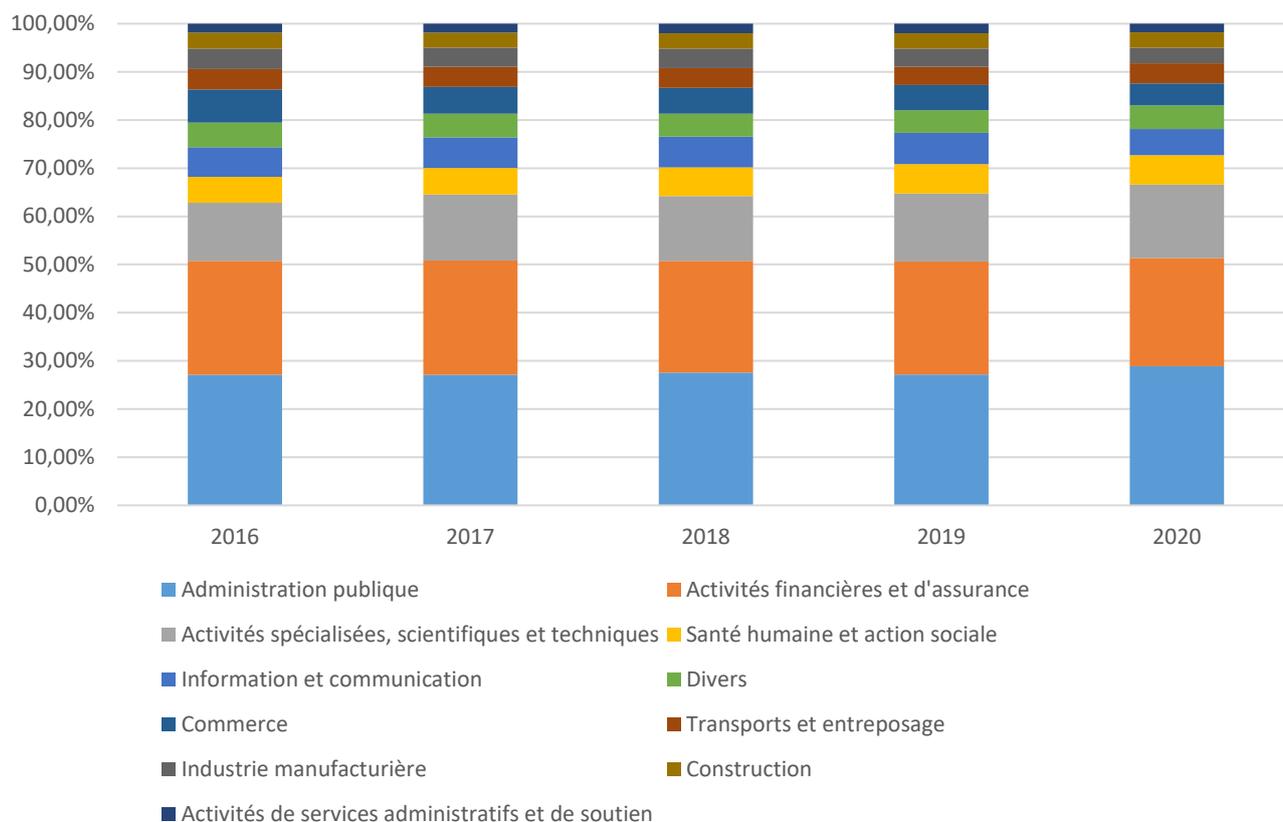
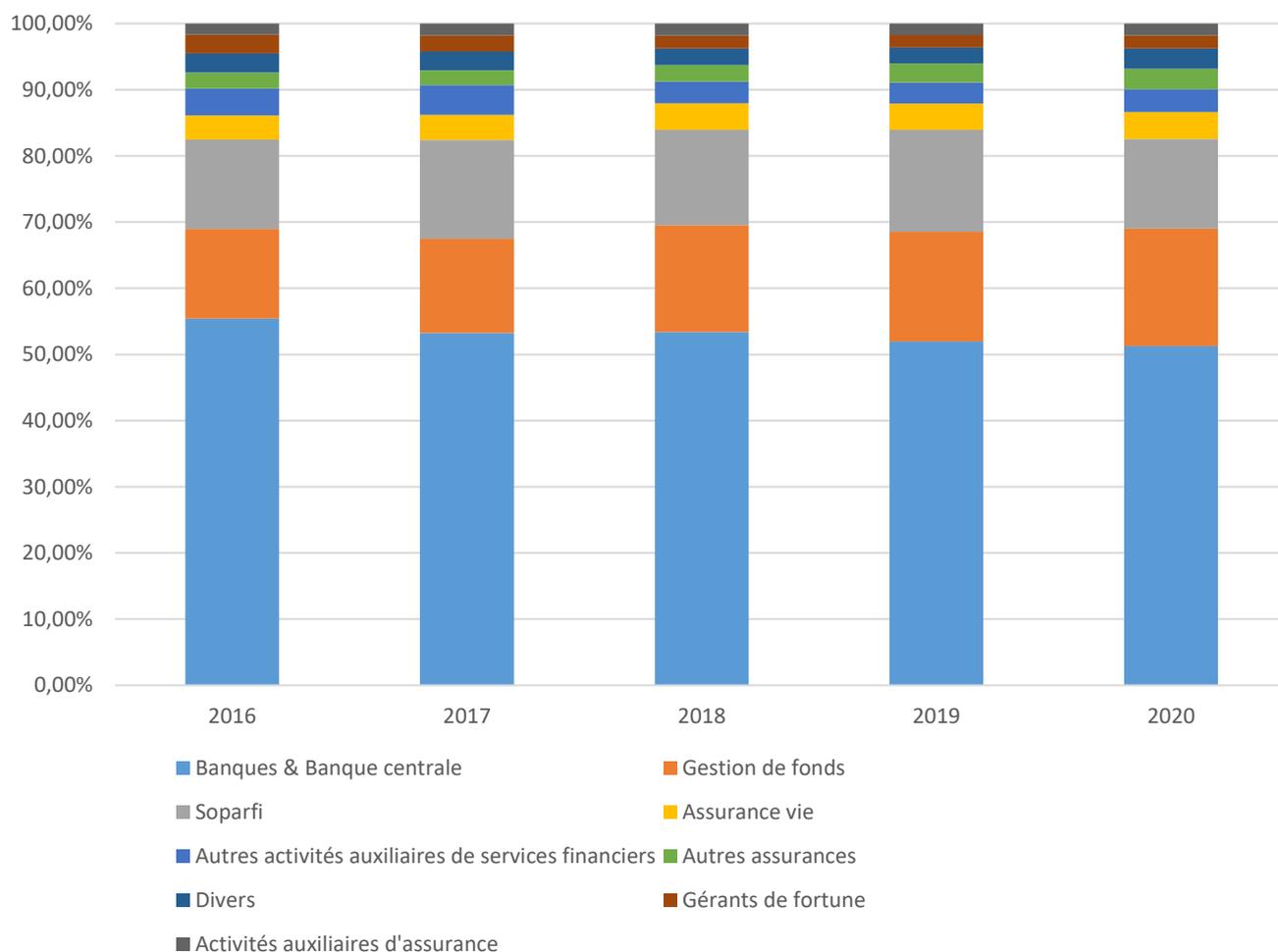


Tableau 6 : Répartition du sous-secteur « activités financières et d'assurances » de la RTS de 2016 à 2020

Répartition « Activités financières et d'assurances » de la RTS de 2016 à 2020 (en €)					
	2016	2017	2018	2019	2020
Banques & Banque centrale	468 771 941,51	465 018 963,81	520 327 911,72	540 605 356,02	553 835 907,47
Gestion de fonds	114 764 964,33	124 730 927,82	156 962 521,12	172 649 309,24	191 882 744,94
Soparfi	114 136 299,18	130 443 724,55	140 583 166,47	160 241 517,16	146 288 422,44
Assurance vie	30 759 210,13	32 804 831,68	39 181 817,20	41 422 987,98	44 335 940,75
Autres activités auxiliaires de services financiers	34 339 203,74	39 270 219,48	31 457 140,45	32 961 918,48	37 284 727,65
Autres assurances	20 635 426,05	19 608 371,06	24 588 668,60	29 800 871,56	33 460 431,13
Divers	24 298 412,73	24 611 525,89	24 376 443,46	24 996 334,82	32 849 471,70
Gérants de fortune	23 895 742,45	21 837 887,64	19 132 649,74	19 956 308,90	21 714 311,14
Activités auxiliaires d'assurance	14 325 217,51	15 271 794,02	17 610 360,84	17 836 470,93	19 077 339,37
Total	845 926 417,63	873 598 245,95	974 220 679,60	1 040 471 075,09	1 080 729 296,59

Répartition « Activités financières et d'assurances » de la RTS de 2016 à 2020 (en %)					
	2016	2017	2018	2019	2020
Banques & Banque centrale	55,42%	53,23%	53,41%	51,96%	51,25%
Gestion de fonds	13,57%	14,28%	16,11%	16,59%	17,75%
Soparfi	13,49%	14,93%	14,43%	15,40%	13,54%
Assurance vie	3,64%	3,76%	4,02%	3,98%	4,10%
Autres activités auxiliaires de services financiers	4,06%	4,50%	3,23%	3,17%	3,45%
Autres assurances	2,44%	2,24%	2,52%	2,86%	3,10%
Divers	2,87%	2,82%	2,50%	2,40%	3,04%
Gérants de fortune	2,82%	2,50%	1,96%	1,92%	2,01%
Activités auxiliaires d'assurance	1,69%	1,75%	1,81%	1,71%	1,77%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Graphique 11 : Répartition « Activités financières et d'assurances » de la RTS de 2016 à 2020 (en %)



3.2 Evolution de l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC) de 2016 à 2020

Tableau 7 : Evolution des avances et soldes de l'IRC de 2016 à 2020

Par année budgétaire (en mio €)					
IRC - Evolution des avances et soldes 2016 - 2020					
Année budgétaire	2016	2017	2018	2019	2020
Avances	1 296,83	1 468,03	1 643,21	1 794,84	1 570,68
Soldes d'impôt	402,75	646,38	832,98	990,63	506,13
Total	1 699,58	2 114,42	2 476,20	2 785,47	2 076,81
Variation	-	+24,41%	+17,11%	+12,49%	-25,44%

Tableau 8: Part de l'IRC dans le total des 5 principales recettes de 2016 à 2020

Par année budgétaire (en €)		
Part de l'IRC dans le total des 5 principales recettes		
	Recettes IRC	% des recettes IRC par rapport au total
2016	1 699 587 575,40	23,24%
2017	2 114 426 708,14	26,42%
2018	2 476 202 788,99	27,07%
2019	2 785 479 099,96	27,99%
2020	2 076 814 289,07	21,94%

Tableau 9 : Degré de concentration de l'IRC de 2016 à 2020

Le tableau reprend, par année budgétaire, le degré de concentration des impôts IRC payés par un certain pourcentage de contribuables. Pendant une année budgétaire un contribuable peut payer des avances IRC pour l'année en cours et des soldes d'impôt pour une ou plusieurs années antérieures.

Par année budgétaire (en %)					
IRC	2016	2017	2018	2019	2020
75% des recettes IRC	0,85%	0,84%	0,90%	0,68%	0,81%
50% des recettes IRC	0,16%	0,16%	0,19%	0,14%	0,18%
25% des recettes IRC	0,03%	0,03%	0,04%	0,03%	0,04%

Graphique 12 : Degré de concentration de l'IRC de 2016 à 2020 (en %)

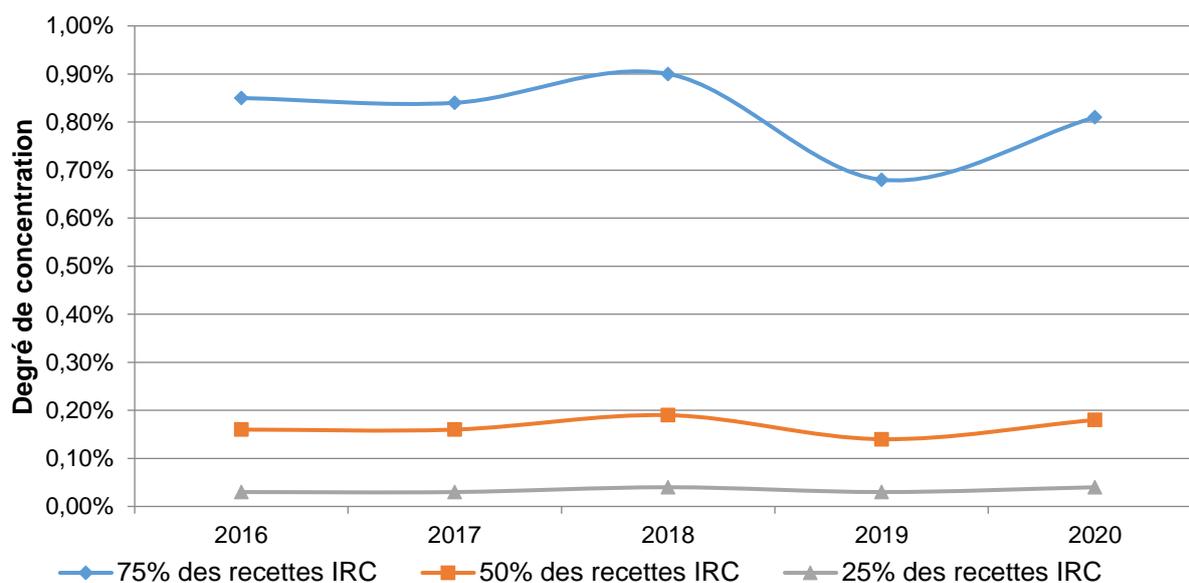


Tableau 10 : Principaux payeurs de l'IRC de 2016 à 2020

Le tableau reprend les principaux payeurs par année budgétaire. Le niveau d'impôt IRC payé comprend les avances et les soldes d'impôts payés pendant l'année budgétaire concernée.

Par année budgétaire					
Principaux payeurs d'IRC de 2016 à 2020					
Niveau d'impôt IRC payé	2016	2017	2018	2019	2020
> 40 mio EUR	2	4	4	8	3
30 mio EUR - 40 mio EUR	2	4	4	2	6
20 mio EUR - 30 mio EUR	6	8	8	11	3
10 mio EUR - 20 mio EUR	14	21	24	28	25
5 mio EUR - 10 mio EUR	31	23	44	45	37
1 mio EUR - 5 mio EUR	194	207	275	296	235
Total > 1mio EUR	249	267	359	390	309

Tableau 11 : Répartition sectorielle de l'IRC de 2016 à 2020

Répartition sectorielle de l'IRC de 2016 à 2020 (en €)					
	2016	2017	2018	2019	2020
Activités financières et d'assurance	1 179 790 251,62	1 586 668 185,08	1 883 449 952,99	2 195 130 690,02	1 655 606 463,45
Commerce	163 889 607,02	124 731 047,29	160 626 695,64	137 658 730,34	103 371 169,48
Construction	103 686 813,35	94 329 370,85	112 693 468,95	119 457 854,92	90 061 322,46
Divers	89 317 853,11	104 347 009,24	94 278 429,92	94 640 282,44	61 460 976,48
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	47 054 259,88	75 487 050,22	73 126 816,65	84 762 719,81	58 583 415,33
Information et communication	27 754 169,75	39 007 703,10	46 330 881,85	49 796 499,78	39 970 991,72
Activités immobilières	50 987 563,64	56 360 165,02	66 979 452,29	74 747 401,33	37 600 617,32
Activités de services administratifs et de soutien	37 107 057,03	33 493 177,34	38 717 090,70	29 284 921,32	30 159 332,83
Total	1 699 587 575,40	2 114 423 708,14	2 476 202 788,99	2 785 479 099,96	2 076 814 289,07

Répartition sectorielle de l'IRC de 2016 à 2020 (en %)					
	2016	2017	2018	2019	2020
Activités financières et d'assurance	69,42%	75,04%	76,06%	78,81%	79,72%
Commerce	9,64%	5,90%	6,49%	4,94%	4,98%
Construction	6,10%	4,46%	4,55%	4,29%	4,34%
Divers	5,26%	4,94%	3,81%	3,40%	2,96%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2,77%	3,57%	2,95%	3,04%	2,82%
Information et communication	1,63%	1,84%	1,87%	1,79%	1,92%
Activités immobilières	3,00%	2,67%	2,70%	2,68%	1,81%
Activités de services administratifs et de soutien	2,18%	1,58%	1,56%	1,05%	1,45%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Graphique 13 : Répartition sectorielle de l'IRC de 2020 (en %)

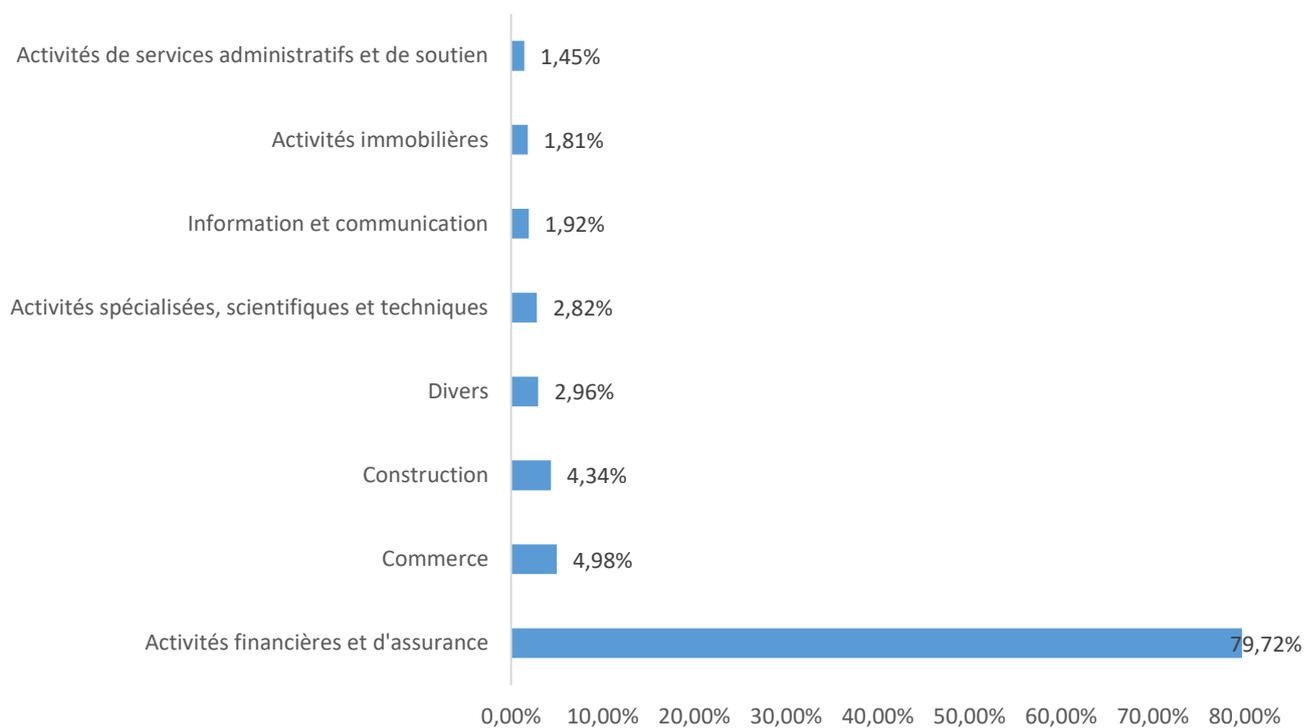
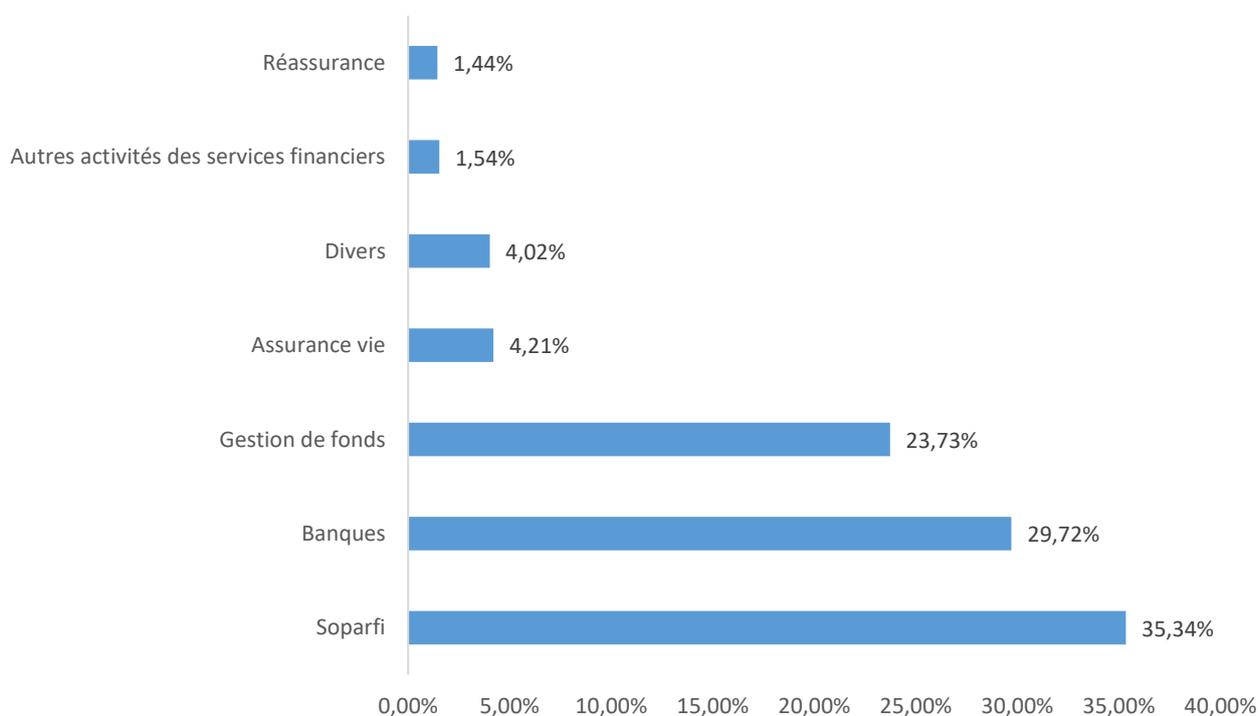


Tableau 12 : Répartition du sous-secteur « Activités financières et d'assurances » de l'IRC de 2016 à 2020

Répartition « Activités financières et d'assurance » de l'IRC de 2016 à 2020 (en €)					
	2016	2017	2018	2019	2020
Soparfi	418 800 623,48	542 577 995,21	717 692 906,12	679 837 123,51	585 149 606,83
Banques	398 655 165,75	564 739 611,58	616 240 675,77	614 510 803,38	491 963 969,98
Gestion de fonds	189 687 725,02	254 668 275,28	355 291 656,47	683 729 111,00	392 893 627,15
Assurance vie	41 407 086,58	41 083 643,36	57 105 099,57	63 594 238,26	69 680 066,31
Divers	70 657 801,82	104 655 113,66	72 049 285,31	42 954 717,76	66 543 314,64
Autres activités des services financiers	36 949 206,91	39 676 453,44	18 565 780,35	49 089 262,23	25 465 542,92
Réassurance	23 632 642,06	39 267 092,55	46 504 549,40	61 415 433,88	23 910 335,62
Total	1 179 790 251,62	1 586 668 185,08	1 883 449 952,99	2 195 130 690,02	1 655 606 463,45

Répartition « Activités financières et d'assurance » de l'IRC de 2016 à 2020 (en %)					
	2016	2017	2018	2019	2020
Soparfi	35,50%	34,20%	38,11%	30,97%	35,34%
Banques	33,79%	35,59%	32,72%	27,99%	29,72%
Gestion de fonds	16,08%	16,05%	18,86%	31,15%	23,73%
Assurance vie	3,51%	2,59%	3,03%	2,90%	4,21%
Divers	5,99%	6,60%	3,83%	1,96%	4,02%
Autres activités des services financiers	3,13%	2,50%	0,99%	2,24%	1,54%
Réassurance	2,00%	2,47%	2,47%	2,80%	1,44%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Graphique 14 : Répartition « Activités financières et d'assurance » de l'IRC de 2020 (en %)



3.3 Evolution de l'impôt commercial communal (ICC) de 2016 à 2020

Tableau 13 : Evolution des avances et soldes de l'ICC de 2016 à 2020

Par année budgétaire (en mio €)					
ICC - Evolution des avances et soldes de 2016 à 2020					
Année budgétaire	2016	2017	2018	2019	2020
Avances	487,68	549,22	596,98	678,27	626,76
Soldes d'impôt	222,65	248,61	363,84	457,39	300,49
Total	710,33	797,84	960,83	1 135,67	927,26
Variation	-	+12,32%	+20,43%	+18,20%	-18,35%

Tableau 14 : Part de l'ICC dans le total des 5 principales recettes de 2016 à 2020

Par année budgétaire (en €)		
Part de l'ICC dans le total des 5 principales recettes		
	Recettes ICC	% des recettes ICC par rapport au total
2016	710 337 438,82	9,71%
2017	797 846 063,10	9,97%
2018	960 833 592,42	10,51%
2019	1 135 678 988,48	11,41%
2020	927 263 554,10	9,80%

Tableau 15 : Degré de concentration de l'ICC de 2016 à 2020

Le tableau reprend, par année budgétaire, le degré de concentration des impôts ICC payés par un certain pourcentage de contribuables. Pendant une année budgétaire un contribuable peut payer des avances pour l'année en cours et des soldes d'impôt pour une ou plusieurs années antérieures.

Par année budgétaire (en %)					
ICC	2016	2017	2018	2019	2020
75% des recettes ICC	2,29%	2,06%	2,09%	1,66%	1,80%
50% des recettes ICC	0,37%	0,39%	0,39%	0,34%	0,37%
25% des recettes ICC	0,06%	0,08%	0,07%	0,06%	0,08%

Graphique 15 : Degré de concentration de l'ICC de 2016 à 2020 (en %)

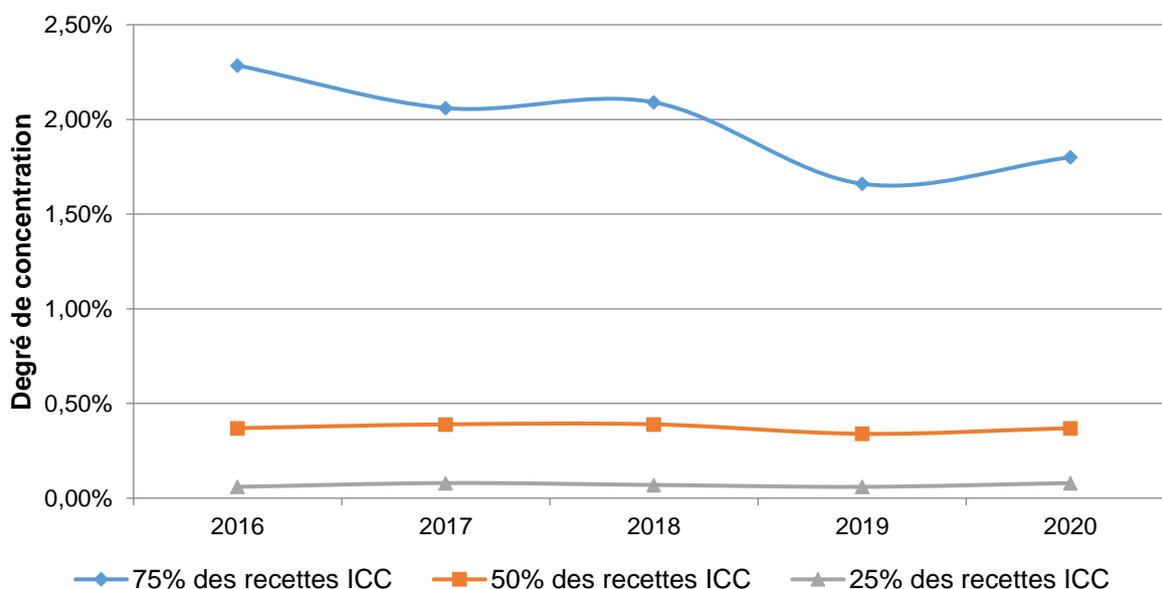


Tableau 16 : Principaux payeurs de l'ICC de 2016 à 2020

Le tableau reprend les principaux payeurs par année budgétaire. Le niveau d'impôt ICC payé comprend les avances et les soldes d'impôts payés pendant l'année budgétaire concernée.

Par année budgétaire					
Principaux payeurs d'ICC de 2016 à 2020					
Niveau d'impôt ICC payé	2016	2017	2018	2019	2020
> 20 mio EUR	3	2	3	6	2
15 mio EUR - 20 mio EUR	1	4	4	1	2
10 mio EUR - 15 mio EUR	3	1	3	5	5
5 mio EUR - 10 mio EUR	13	15	19	22	20
2,5 mio EUR - 5 mio EUR	18	28	29	37	33
0,5 mio EUR – 2,5 mio EUR	150	162	210	267	208
Total > 0,5mio EUR	188	212	268	338	270

Tableau 16 : Répartition sectorielle de l'ICC de 2016 à 2020

Répartition sectorielle de l'ICC de 2016 à 2020 (en €)					
	2016	2017	2018	2019	2020
Activités financières et d'assurance	475 031 409,66	569 153 052,40	661 338 941,00	821 529 407,81	690 465 115,44
Commerce	62 705 022,66	51 066 901,49	69 169 576,53	71 834 244,28	55 655 237,91
Construction	41 980 341,43	37 790 414,85	53 076 712,94	55 224 575,48	44 440 168,10
Divers	35 440 533,04	34 348 743,40	40 944 630,33	45 493 217,32	40 214 694,63
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	16 704 340,88	27 290 199,40	39 907 649,24	35 949 831,92	27 401 458,72
Activités immobilières	16 889 457,87	20 975 876,85	26 701 811,82	29 492 524,68	19 206 903,41
Activités de services administratifs et de soutien	21 161 788,67	19 284 142,63	17 709 514,01	22 474 360,91	17 915 874,47
Information et communication	32 263 591,24	22 470 834,21	38 252 777,15	36 367 234,33	17 754 717,51
Transports et entreposage	8 160 953,37	15 465 897,87	13 731 979,40	17 313 601,75	14 209 383,91
Total	710 337 438,82	797 846 063,10	960 833 592,42	1 135 678 998,48	927 263 554,10

Répartition sectorielle de l'ICC de 2016 à 2020 (en %)					
	2016	2017	2018	2019	2020
Activités financières et d'assurance	66,87%	71,34%	68,83%	72,34%	74,46%
Commerce	8,83%	6,40%	7,20%	6,33%	6,00%
Construction	5,91%	4,74%	5,52%	4,86%	4,79%
Divers	4,99%	4,31%	4,26%	4,01%	4,34%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2,35%	3,42%	4,15%	3,17%	2,96%
Activités immobilières	2,38%	2,63%	2,78%	2,60%	2,07%
Activités de services administratifs et de soutien	2,98%	2,42%	1,84%	1,98%	1,93%
Information et communication	4,54%	2,82%	3,98%	3,20%	1,91%
Transports et entreposage	1,15%	1,94%	1,43%	1,52%	1,53%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Graphique 16 : Répartition sectorielle de l'ICC de 2020 (en %)

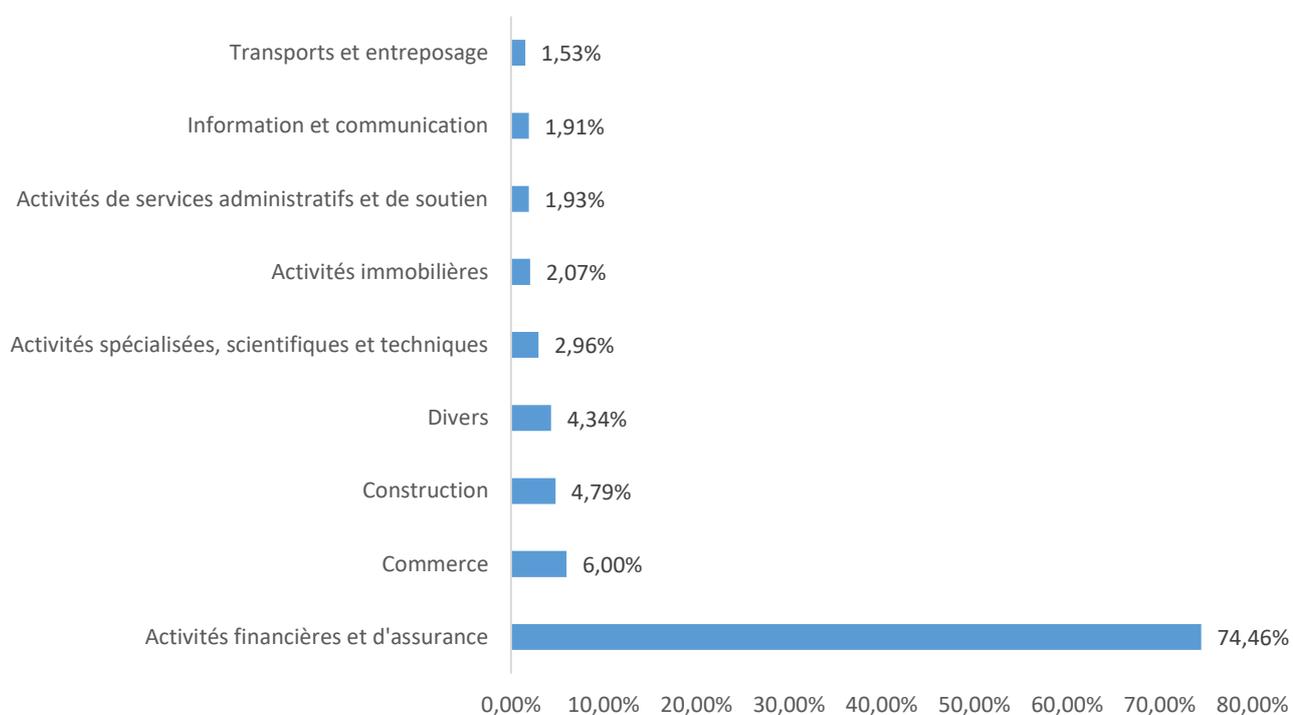


Tableau 17 : Répartition du sous-secteur « Activités financières et d'assurances » de l'ICC de 2016 à 2020

Répartition « Activités financières et d'assurance » de l'ICC de 2016 à 2020 (en €)					
	2016	2017	2018	2019	2020
Soparfi	131 720 351,62	179 695 409,27	232 411 296,19	247 722 071,17	240 270 481,62
Banques	222 954 160,24	239 429 151,98	265 109 494,97	254 377 089,71	232 195 623,18
Gestion de fonds	60 963 609,89	77 719 641,24	103 205 540,88	243 438 533,02	147 433 180,14
Divers	35 889 643,01	48 771 751,85	29 428 224,08	34 648 931,71	35 912 544,16
Assurance vie	15 428 563,14	11 464 934,37	18 978 874,08	22 556 446,17	25 319 261,74
Réassurance	8 074 081,76	12 072 163,69	12 205 510,80	18 786 336,03	9 334 024,60
Total	475 030 409,66	569 153 052,40	661 338 941,00	821 529 407,81	690 465 115,44

Répartition « Activités financières et d'assurance » de l'ICC de 2016 à 2020 (en %)					
	2016	2017	2018	2019	2020
Soparfi	27,73%	31,57%	35,14%	30,15%	34,80%
Banques	46,93%	42,07%	40,09%	30,96%	33,63%
Gestion de fonds	12,83%	13,66%	15,61%	29,63%	21,35%
Divers	7,56%	8,57%	4,45%	4,22%	5,20%
Assurance vie	3,25%	2,01%	2,87%	2,75%	3,67%
Réassurance	1,70%	2,12%	1,85%	2,29%	1,35%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Graphique 17 : Répartition « Activités financières et d'assurance » de l'ICC de 2020 (en %)

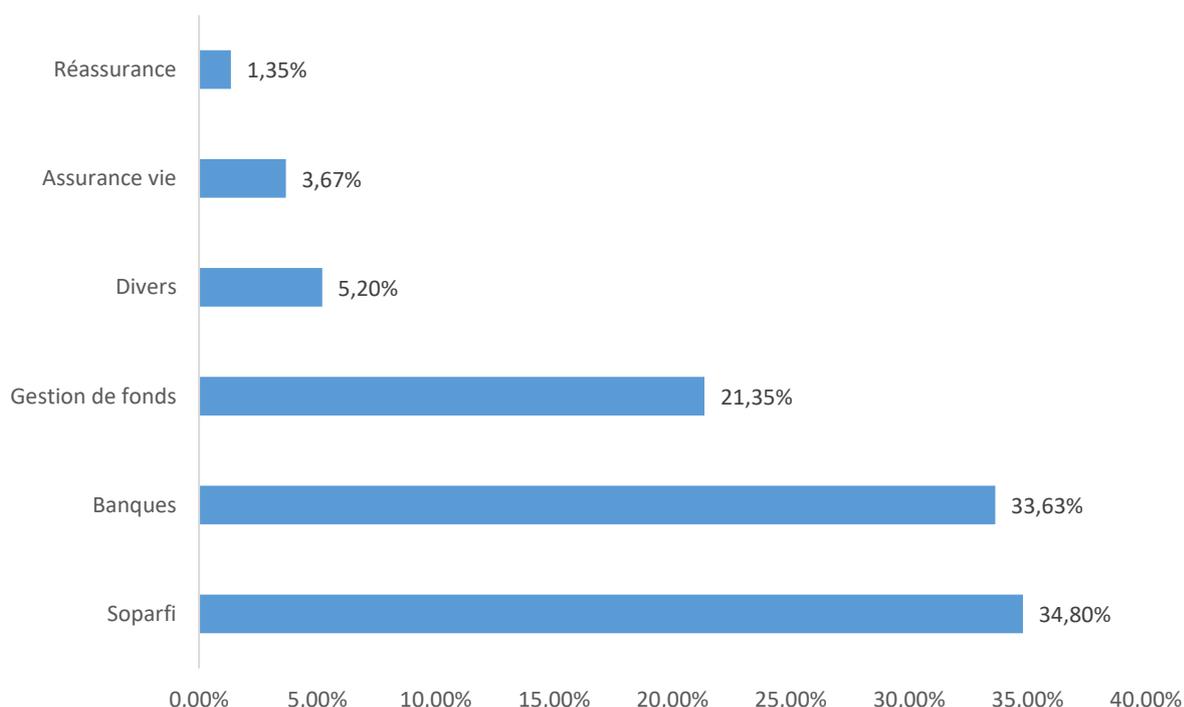


Tableau 18 : Rapport ICC/IRC de 2016 à 2020

Rapport ICC/IRC			
Année	Recettes ICC (en €)	Recettes IRC (en €)	Rapport ICC/IRC
2016	710 337 438,82	1 699 587 575,40	41,79%
2017	797 846 063,10	2 114 426 708,14	37,73%
2018	960 833 592,42	2 476 202 788,99	38,80%
2019	1 135 678 998,48	2 785 479 099,96	40,77%
2020	927 263 554,10	2 076 814 289,07	44,65%

3.4 Evolution de l'impôt sur la fortune (IF) de 2016 à 2020

Tableau 19 : Evolution des avances et soldes de l'IF de 2016 à 2020

Par année budgétaire (en mio €)					
IF - Evolution des avances et soldes de 2016 à 2020					
Année budgétaire	2016	2017	2018	2019	2020
Avances	312,04	354,72	424,41	505,09	548,87
Soldes d'impôt	197,20	166,26	256,76	265,82	224,65
Total	509,25	520,99	682,18	770,92	773,53
Variation	-	+2,30%	+30,94%	+13,01%	+0,34%

Tableau 20 : Part de l'IF dans le total des 5 principales recettes de 2016 à 2020

Par année budgétaire (en €)		
Part de l'IF dans le total des 5 principales recettes		
	Recettes IF	% des recettes IF par rapport au total
2016	509 255 124,96	6,96%
2017	520 993 682,82	6,51%
2018	682 182 067,68	7,46%
2019	770 920 662,57	7,75%
2020	773 534 665,24	8,17%

Tableau 21 : Degré de concentration de l'IF de 2016 à 2020

Le tableau reprend, par année budgétaire, le degré de concentration des impôts IF payés par un certain pourcentage de contribuables.

Par année budgétaire (en %)					
IF	2016	2017	2018	2019	2020
75% des recettes IF	4,35%	5,67%	3,90%	3,20%	3,45%
50% des recettes IF	0,57%	0,75%	0,61%	0,50%	0,44%
25% des recettes IF	0,07%	0,11%	0,08%	0,07%	0,06%

Graphique 18 Degré de concentration de l'IF de 2016 à 2020 (en %)

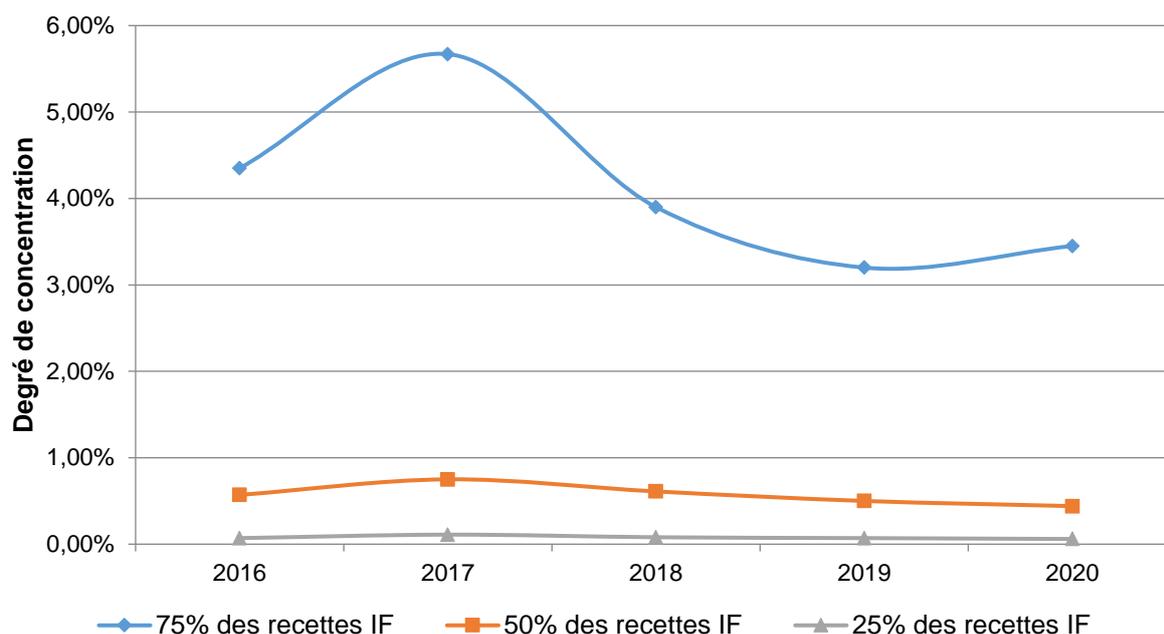


Tableau 22 : Répartition sectorielle de l'IF de 2016 à 2020

Répartition sectorielle de l'IF de 2016 à 2020 (en €)					
	2016	2017	2018	2019	2020
Activités financières et d'assurance	403 068 799,56	424 233 756,43	572 778 442,55	662 521 348,38	657 472 334,86
Divers	35 507 791,77	35 189 394,78	32 252 499,46	29 751 305,86	33 930 323,42
Information et communication	19 068 744,32	9 070 913,32	8 216 709,22	9 789 899,47	20 760 899,31
Activités de services administratifs et de soutien	9 918 784,08	15 900 047,04	20 160 215,66	20 700 920,16	18 220 815,69
Commerce	18 240 158,13	16 177 489,17	25 050 962,97	20 401 787,39	15 490 627,85
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	12 855 233,44	10 546 905,49	11 067 956,52	13 221 521,43	14 406 666,65
Activités immobilières	10 595 613,66	9 875 176,59	12 655 281,30	14 533 879,88	13 252 997,46
Total	509 255 124,96	520 993 682,82	682 182 067,68	770 920 662,57	773 534 665,24

Répartition sectorielle de l'IF de 2016 à 2020 (en %)					
	2016	2017	2018	2019	2020
Activités financières et d'assurance	79,15%	81,43%	83,96%	85,94%	85,00%
Divers	6,97%	6,75%	4,73%	3,86%	4,39%
Information et communication	3,74%	1,74%	1,20%	1,27%	2,68%
Activités de services administratifs et de soutien	1,95%	3,05%	2,96%	2,69%	2,36%
Commerce	3,58%	3,11%	3,67%	2,65%	2,00%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2,52%	2,02%	1,62%	1,72%	1,86%
Activités immobilières	2,08%	1,90%	1,86%	1,89%	1,71%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Graphique 19 : Répartition sectorielle de l'IF de 2020 (en %)

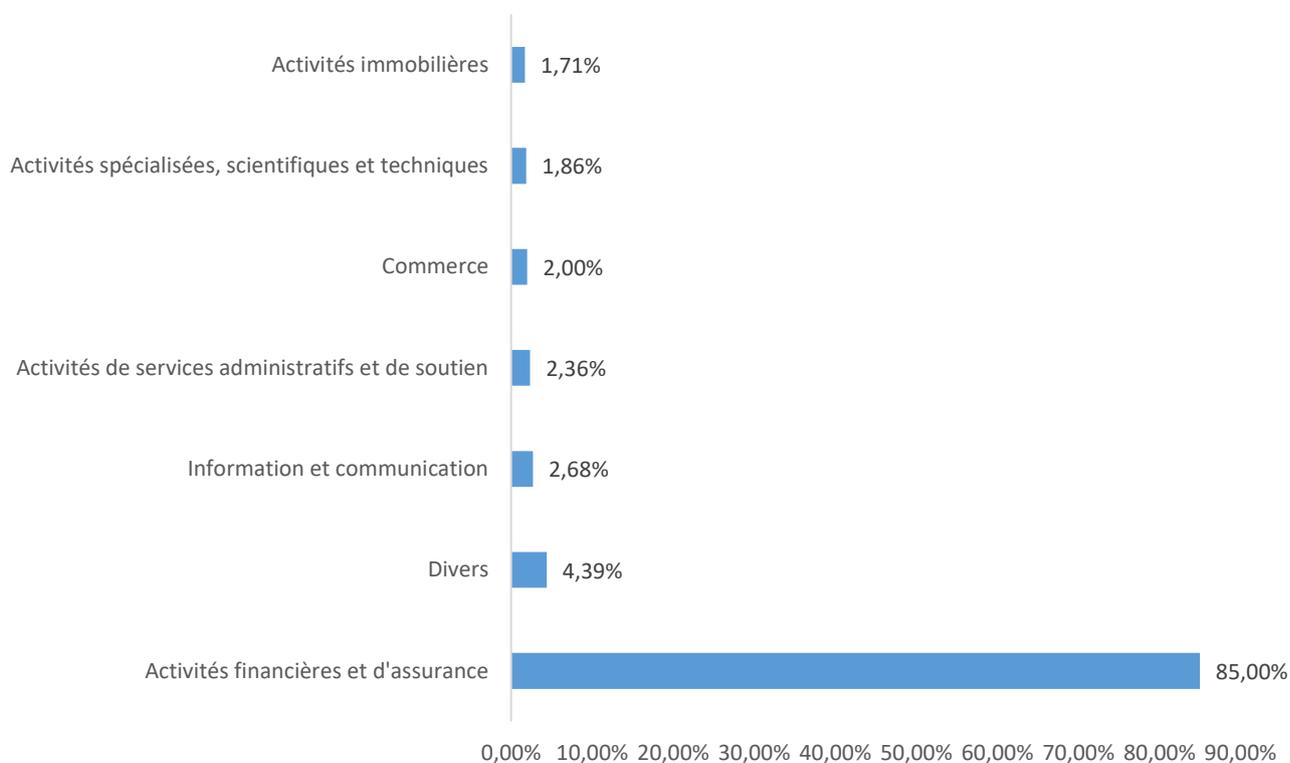
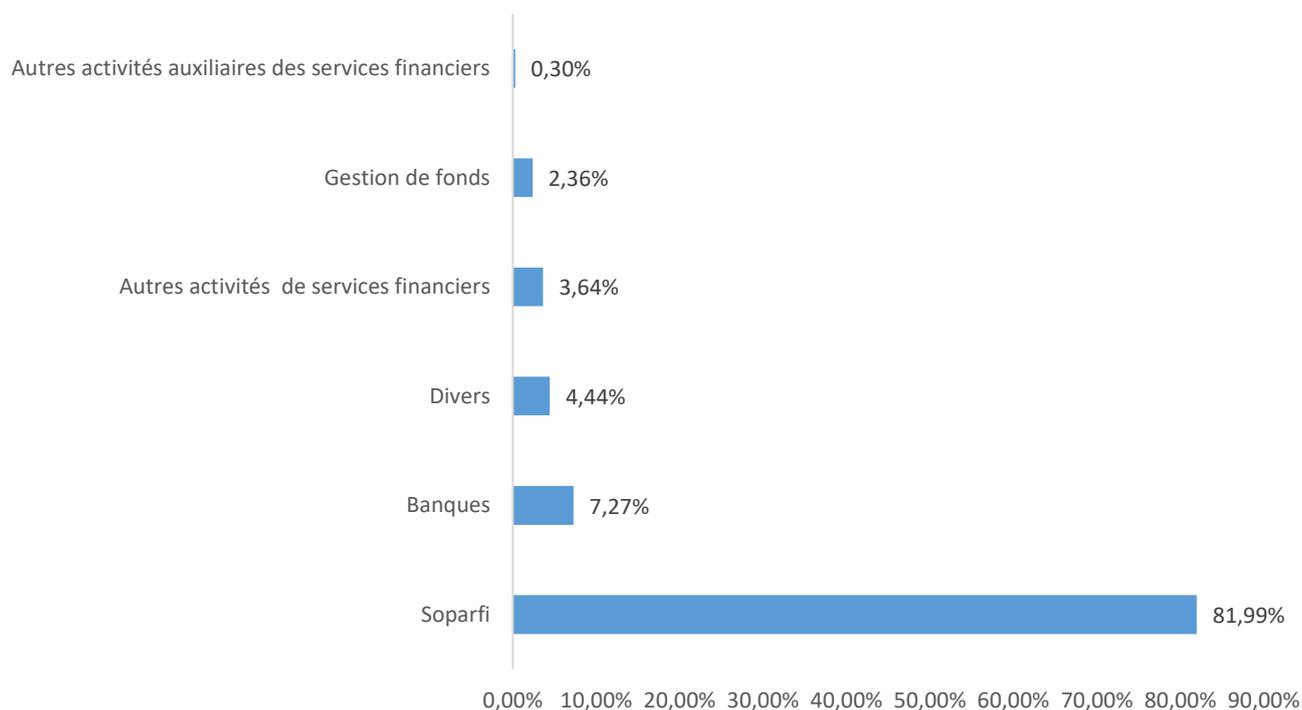


Tableau 23: Répartition du sous-secteur « Activités financières et d'assurances » de l'IF de 2016 à 2020

Répartition « Activités financières et d'assurance » de l'IF de 2016 à 2020 (en €)					
	2016	2017	2018	2019	2020
Soparfi	326 776 541,75	361 386 209,07	484 901 354,99	538 903 454,06	539 074 388,22
Banques	35 885 476,66	18 338 679,16	27 424 235,87	67 595 535,30	47 791 451,31
Divers	27 952 555,29	30 090 926,50	36 997 142,96	24 365 623,31	29 220 061,79
Autres activités de services financiers	5 934 141,19	6 148 791,28	10 324 015,61	16 351 643,42	23 903 390,42
Gestion de fonds	5 810 755,61	7 336 464,72	11 330 389,39	13 778 765,67	15 541 919,07
Autres activités auxiliaires des services financiers	709 329,06	932 685,70	1 801 303,73	1 526 326,62	1 941 124,05
Total	403 068 799,56	424 233 756,43	572 778 442,55	662 521 348,38	657 472 334,86

Répartition « Activités financières et d'assurance » de l'IF de 2016 à 2020 (en %)					
	2016	2017	2018	2019	2020
Soparfi	81,07%	85,19%	84,66%	81,34%	81,99%
Banques	8,90%	4,32%	4,79%	10,20%	7,27%
Divers	6,93%	7,09%	6,46%	3,68%	4,44%
Autres activités de services financiers	1,47%	1,45%	1,80%	2,47%	3,64%
Gestion de fonds	1,44%	1,73%	1,98%	2,08%	2,36%
Autres activités auxiliaires des services financiers	0,18%	0,22%	0,31%	0,23%	0,30%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Graphique 20 : Répartition « Activités financières et d'assurance » de l'ICC de 2020 (en %)



Chapitre 4 : Analyse des principales recettes par année d'imposition de 2016 à 2020 (IS inclus)

4.1 Evolution de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) de 2016 à 2020

Tableau 24 : Evolution des avances et soldes de l'IRPP de 2016 à 2020

Les données par année d'imposition ont été prises en compte jusqu'au 31 décembre 2020. L'année d'imposition 2020 se compose donc uniquement d'avances payées pour l'année d'imposition 2020. Les chiffres des différentes années d'imposition vont encore évaluer au cours des mois/années à venir. L'état d'imposition reprend le pourcentage des déclarations imposées et payées jusqu'au 31 décembre 2020.

Par année d'imposition (en mio €)					
IRPP - Evolution des avances et soldes de 2016 à 2020					
Année d'imposition	2016	2017	2018	2019	2020
Avances	622,93	645,82	638,96	661,31	662,77
Soldes d'impôt	135,66	88,28	72,69	-54,84	0,00
Total	758,60	734,10	711,65	606,47	662,77
Etat d'imposition au 31.12.2020 (en %)	99,17%	97,39%	88,85%	57,01%	avances

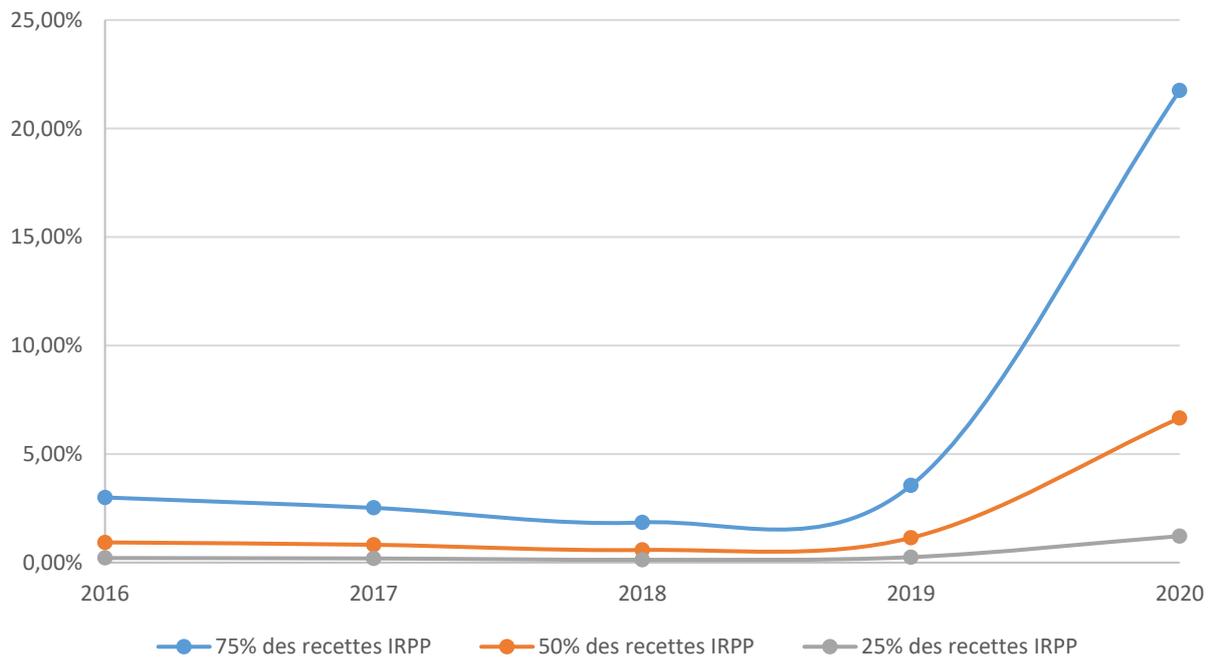
Tableau 25 : Degré de concentration de l'IRPP de 2016 à 2020

Le tableau reprend, par année d'imposition, le degré de concentration des impôts IRPP payés par un certain pourcentage de contribuables. Le tableau prend en compte les données jusqu'au 31 décembre 2020. L'année d'imposition 2020 se compose intégralement d'avances payées. Les chiffres des différentes années d'imposition vont encore évaluer au cours des mois/années à venir. L'état d'imposition reprend le pourcentage de déclarations déjà imposées jusqu'à la date du 31 décembre 2020.

Par année d'imposition (en %)					
IRPP	2016	2017	2018	2019	2020
75% des recettes IRPP	3,00%	2,52%	1,85%	3,55%	21,75%
50% des recettes IRPP	0,93%	0,82%	0,58%	1,14%	6,66%
25% des recettes IRPP	0,21%	0,19%	0,13%	0,25%	1,22%

Etat d'imposition au 31.12.2020 (en %)	99,17%	97,39%	88,85%	57,01%	avances
---	--------	--------	--------	--------	---------

Graphique 21 : Degré de concentration de l'IRPP de 2016 à 2020



4.2 Evolution de l'impôt sur le revenu des collectivités de 2016 à 2020

Tableau 26 : Evolution des avances et soldes de l'IRC de 2016 à 2020

Les données par année d'imposition ont été prises en compte jusqu'au 31 décembre 2020. L'année d'imposition 2020 prend donc uniquement en compte les avances payées. Les chiffres des différentes années d'imposition vont encore évaluer au cours des mois/années à venir. L'état d'imposition reprend le pourcentage des déclarations imposées et payées jusqu'au 31 décembre 2020.

Par année d'imposition (en mio €)					
IRC - Evolution des avances et soldes de 2016 à 2020					
Année d'imposition	2016	2017	2018	2019	2020
Avances	1 296,83	1 468,03	1 643,21	1 794,84	1 570,68
Soldes d'impôt	798,57	614,33	300,13	52,13	0,00
Total	2 095,41	2 082,36	1 943,35	1 846,98	1 570,68

Etat d'imposition au 31.12.2020 (en %)	98,71%	96,09%	89,29%	52,99%	avances
--	--------	--------	--------	--------	---------

Tableau 27 : Degré de concentration de l'IRC de 2016 à 2020

Le tableau reprend, par année d'imposition, le degré de concentration des impôts IRC payés par un certain pourcentage de contribuables. Le tableau prend en compte les données jusqu'au 31 décembre 2020. L'année d'imposition 2020 se compose intégralement d'avances IRC payées. Ces pourcentages sont susceptibles de changer au cours des mois et années à venir, vu que toutes les déclarations fiscales des années d'imposition en question ne sont pas encore imposées.

Par année d'imposition (en %)					
IRC	2016	2017	2018	2019	2020
75% des recettes IRC	1,72%	1,87%	1,92%	1,90%	2,22%
50% des recettes IRC	0,27%	0,29%	0,32%	0,29%	0,32%
25% des recettes IRC	0,06%	0,06%	0,06%	0,05%	0,07%

Etat d'imposition au 31.12.2020 (en %)	98,71%	96,09%	89,29%	52,99%	avances
--	--------	--------	--------	--------	---------

Graphique 22 : Degré de concentration de l'IRC de 2016 à 2020

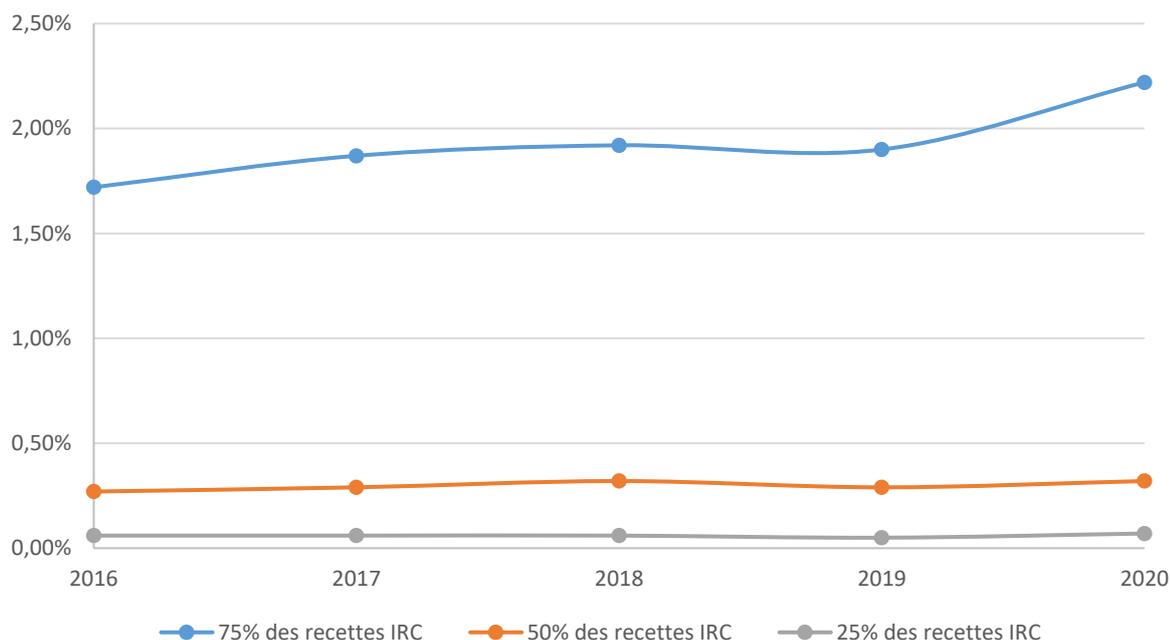


Tableau 28 : Principaux payeurs de l'IRC de 2016 à 2020

Le tableau reprend les principaux payeurs par année d'imposition. Les chiffres divergent du tableau « principaux payeurs de l'IRC par année budgétaire », car pendant une année budgétaire un contribuable peut payer des avances pour l'année en cours et des soldes pour une ou plusieurs années antérieures.

Par année d'imposition					
Principaux payeurs de l'IRC de 2016 à 2020					
Niveau d'impôt IRC payé	2016	2017	2018	2019	2020
> 40 mio EUR	2	3	3	4	3
30 mio EUR - 40 mio EUR	4	4	3	2	3
20 mio EUR - 30 mio EUR	9	4	3	2	2
10 mio EUR - 20 mio EUR	18	22	16	17	16
5 mio EUR - 10 mio EUR	41	36	38	43	30
1 mio EUR - 5 mio EUR	182	180	200	170	144
Total	256	249	263	238	198

4.3 Evolution de l'impôt commercial communal de 2016 à 2020

Tableau 29 : Evolution des avances et soldes de l'ICC de 2016 à 2020

Les données par année d'imposition ont été prises en compte jusqu'au 31 décembre 2020. L'année d'imposition 2020 se compose donc uniquement d'avances payées.

Par année d'imposition (en mio €)					
ICC - Evolution des avances et soldes de 2016 à 2020					
Année d'imposition	2016	2017	2018	2019	2020
Avances	489,21	550,42	598,91	680,23	630,18
Soldes d'impôt	289,19	272,69	208,43	36,51	0,00
Total	778,40	823,11	807,35	716,74	630,18

Remarque : la petite différence entre les avances année budgétaire – année d'imposition est due aux intérêts payés sur l'ICC.

Etat d'imposition au 31.12.2020 (en %)	98,75%	96,09%	88,83%	51,51%	avances
---	--------	--------	--------	--------	---------

Tableau 30 : Degré de concentration de l'ICC de 2016 à 2020

Le tableau reprend, par année d'imposition, le degré de concentration des impôts ICC payés par un certain pourcentage de contribuables. Le tableau prend en compte les données jusqu'au 31 décembre 2020. L'année d'imposition 2020 se compose intégralement d'avances ICC payées. Ces pourcentages sont susceptibles de changer au cours des mois et années à venir, vu que toutes les déclarations fiscales des années d'imposition en question ne sont pas encore imposées.

Par année d'imposition (en %)					
ICC	2016	2017	2018	2019	2020
75% des recettes ICC	3,26%	3,12%	3,42%	3,80%	3,87%
50% des recettes ICC	0,50%	0,44%	0,55%	0,60%	0,57%
25% des recettes ICC	0,10%	0,09%	0,09%	0,11%	0,12%

Etat d'imposition au 31.12.2020 (en %)	98,75%	96,09%	88,83%	51,51%	avances
---	--------	--------	--------	--------	---------

Graphique 23 : Degré de concentration de l'ICC de 2016 à 2020

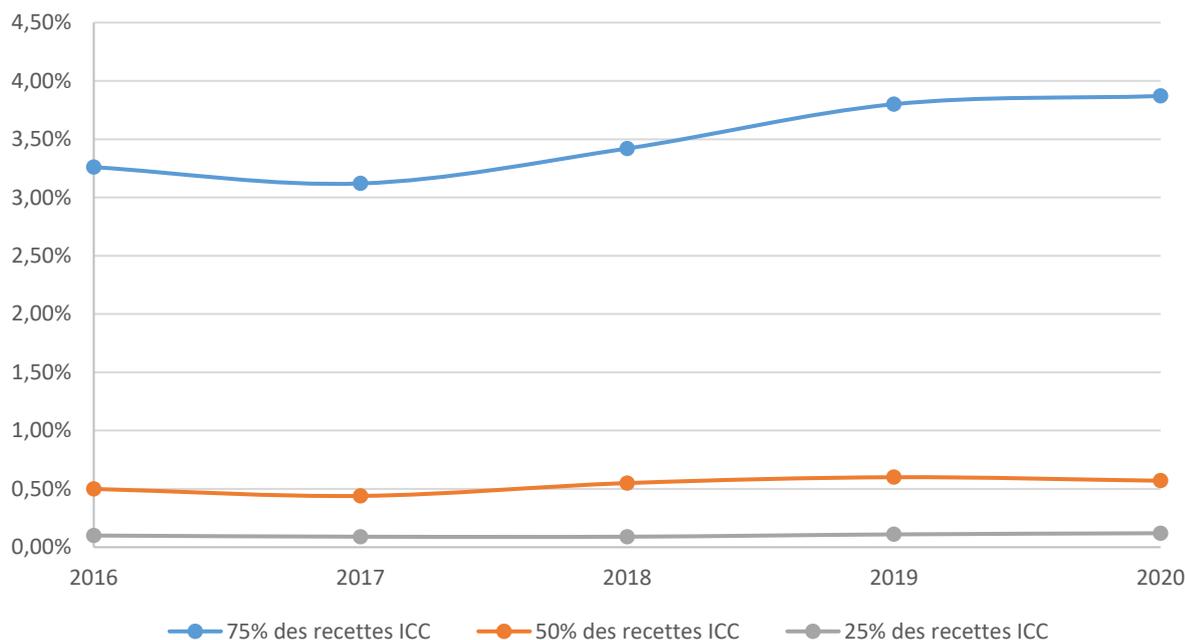


Tableau 31 : Principaux payeurs de l'ICC de 2016 à 2020

Le tableau reprend les principaux payeurs par année d'imposition. Les chiffres divergent du tableau « principaux payeurs de l'ICC par année budgétaire », car pendant une année budgétaire un contribuable peut payer des avances pour l'année en cours et des soldes pour une ou plusieurs années antérieures.

Par année d'imposition					
Principaux payeurs de l'ICC de 2016 à 2020					
Niveau d'impôt ICC payé	2016	2017	2018	2019	2020
> 20 mio EUR	1	2	1	2	0
15 mio EUR - 20 mio EUR	4	4	5	3	3
10 mio EUR - 15 mio EUR	3	3	2	0	3
5 mio EUR - 10 mio EUR	15	15	15	10	11
2,5 mio EUR - 5 mio EUR	23	30	20	30	25
0,5 mio EUR – 2,5 mio EUR	157	139	184	153	129
Total > 0,5mio EUR	203	193	227	198	171

4.4 Evolution de l'impôt sur la fortune de 2016 à 2020

Tableau 32 : Evolution des avances et soldes de l'IF de 2016 à 2020

Les données par année d'imposition ont été prises en compte jusqu'au 31 décembre 2020. Les chiffres des différentes années d'imposition vont encore évaluer au cours des prochains mois/prochaines années. L'état d'imposition reprend le pourcentage des déclarations imposées et payées jusqu'au 31 décembre 2020.

Par année d'imposition (en mio €)					
IF - Evolution des avances et soldes de 2016 à 2020					
Année d'imposition	2016	2017	2018	2019	2020
Avances	312,04	354,72	424,41	505,09	548,87
Soldes d'impôt	184,45	204,41	175,96	123,47	0,00
Total	496,50	559,14	601,38	628,56	548,87

Etat d'imposition au 31.12.2020 (en %)	99,6%	97,62%	95,09%	88,16%	-
--	-------	--------	--------	--------	---

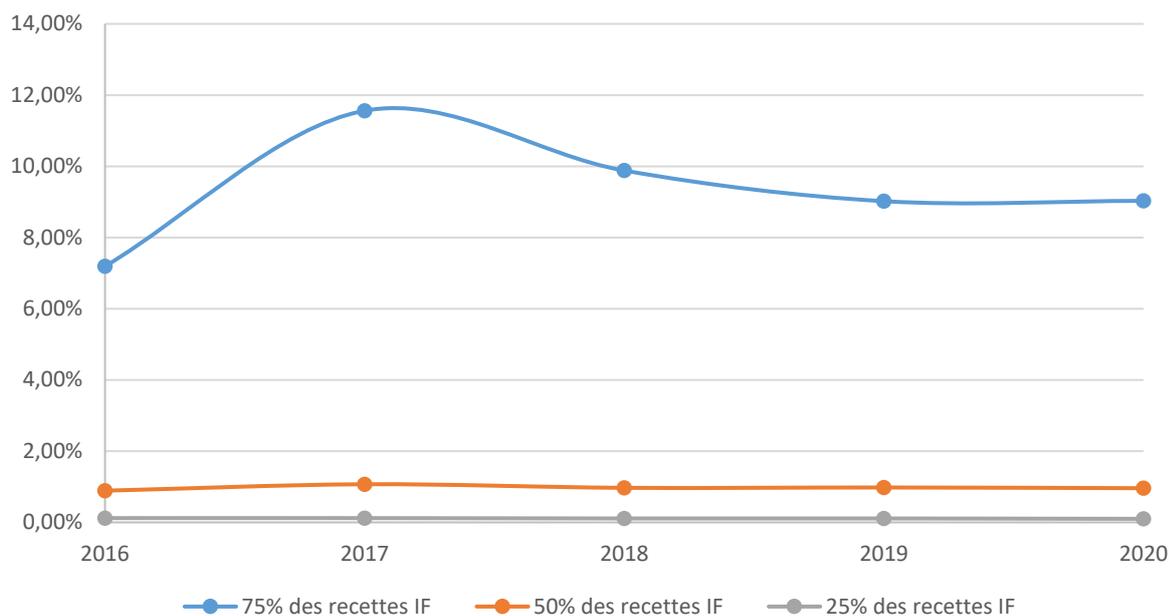
Tableau 33 : Degré de concentration de l'IF de 2016 à 2020

Le tableau reprend, par année d'imposition, le degré de concentration des impôts IF payés par un certain pourcentage de contribuables. Le tableau prend en compte les données jusqu'au 31 décembre 2020. Contrairement aux autres types d'impôts, l'année d'imposition 2020 se compose d'avances et de soldes IF payées (les déclarations IF 2020 sont remises avec les déclaration IRC 2019). Ces pourcentages sont susceptibles de changer au cours des mois et années à venir, vu que toutes les déclarations fiscales des années d'imposition en question ne sont pas encore imposées.

Par année d'imposition (en %)					
IF	2016	2017	2018	2019	2020
75% des recettes IF	7,19%	11,56%	9,88%	9,02%	9,03%
50% des recettes IF	0,89%	1,07%	0,97%	0,98%	0,96%
25% des recettes IF	0,12%	0,12%	0,11%	0,11%	0,10%

Etat d'imposition au 31.12.2020 (en %)	99,6%	97,62%	95,09%	88,16%	
--	-------	--------	--------	--------	--

Graphique 24 : Degré de concentration de l'IF de 2016 à 2020



4.5 La répartition des recettes d'impôts des personnes physiques et morales pour les années d'imposition 2016 à 2020

Tableau 34 : Répartition des recettes entre personnes physiques et personnes morales pour les années d'imposition 2016 à 2020

Par année d'imposition (en mio €)			
Répartition des recettes des personnes physiques et des personnes morales			
Année	Impôts Sociétés*	Impôts Personnes physiques**	Total
2016	3 370,32	4 383,13	7 753,45
2017	3 464,62	4 404,80	7 869,42
2018	3 352,08	4 876,29	8 228,38
2019	3 192,28	5 007,96	8 200,24
2020	2 749,74	5 173,02	7 922,77

Répartition des recettes des personnes physiques et des personnes morales (en %)			
Année	Impôts Sociétés*	Impôts Personnes physiques**	Total
2016	43,47%	56,53%	100,00%
2017	44,03%	55,97%	100,00%
2018	40,73%	59,27%	100,00%
2019	38,93%	61,07%	100,00%
2020	34,71%	65,29%	100,00%

*Impôts Sociétés comprend : IRC, ICC, IF et IS.

**Impôts Personnes physiques comprend : RTS, IRPP et IS

Chapitre 5 : Les différents taux d'imposition des personnes physiques et morales en vigueur pour les années d'imposition 2016 à 2020

5.1 Taux d'imposition personnes physiques de 2016 à 2020

Tableau 35 : Comparaison du barème avant réforme fiscale et après réforme fiscale 2017 des différentes classes d'impôts 1, 1A et 2

Classe d'impôt 1					
Avant réforme fiscale 2017			Après réforme fiscale 2017		
Revenu imposable		Taux	Revenu imposable		Taux
Début	Fin		Début	Fin	
0,00	11 265,00	0%	0,00	11 265,00	0%
11 265,00	13 173,00	8%	11 265,00	13 137,00	8%
13 173,00	15 081,00	10%	13 137,00	15 009,00	9%
15 081,00	16 989,00	12%	15 009,00	16 881,00	10%
16 989,00	18 897,00	14%	16 881,00	18 753,00	11%
18 897,00	20 805,00	16%	18 753,00	20 625,00	12%
20 805,00	22 713,00	18%	20 625,00	22 569,00	14%
22 713,00	24 621,00	20%	22 569,00	24 513,00	16%
24 621,00	26 529,00	22%	24 513,00	26 457,00	18%
26 529,00	28 437,00	24%	26 457,00	28 401,00	20%
28 437,00	30 345,00	26%	28 401,00	30 345,00	22%
30 345,00	32 253,00	28%	30 345,00	32 289,00	24%
32 253,00	34 161,00	30%	32 289,00	34 233,00	26%
34 161,00	36 069,00	32%	34 233,00	36 177,00	28%
36 069,00	37 977,00	34%	36 177,00	38 121,00	30%
37 977,00	39 885,00	36%	38 121,00	40 065,00	32%
39 885,00	41 793,00	38%	40 065,00	42 009,00	34%
41 793,00	100 000,00	39%	42 009,00	43 953,00	36%
100 000,00	...	40%	43 953,00	45 897,00	38%
			45 897,00	100 002,00	39%
			100 002,00	150 000,00	40%
			150 000,00	200 004,00	41%
			200 004,00	...	42%

Classe d'impôt 1A					
Avant réforme fiscale 2017			Après réforme fiscale 2017		
Revenu imposable		Taux	Revenu imposable		Taux
Début	Fin		Début	Fin	
0,00	22 530,00	0%	0,00	22 530,00	0%
22 530,00	23 802,00	12%	22 530,00	23 778,00	12%
23 802,00	25 074,00	15%	23 778,00	25 026,00	13,5%
25 074,00	26 346,00	18%	25 026,00	26 274,00	15%
26 346,00	27 618,00	21%	26 274,00	27 522,00	16,5%
27 618,00	28 890,00	24%	27 522,00	28 770,00	10%
28 890,00	30 162,00	27%	28 770,00	30 066,00	20%
30 162,00	31 434,00	30%	30 066,00	31 362,00	24%
31 434,00	32 706,00	33%	31 362,00	32 658,00	27%
32 706,00	33 978,00	36%	32 658,00	33 954,00	30%
33 978,00	35 250,00	39%	33 954,00	35 250,00	33%
35 250,00	...	40%	35 250,00	36 546,00	36%
			36 546,00	100 002,00	39%
			100 002,00	150 000,00	40%
			150 000,00	200 004,00	41%
			200 004,00	...	42%

Classe d'impôt 2					
Avant réforme fiscale 2017			Après réforme fiscale 2017		
Revenu imposable		Taux	Revenu imposable		Taux
Début	Fin		Début	Fin	
0,00	22 530,00	0%	0,00	22 530,00	0%
22 530,00	26 346,00	8%	22 530,00	26 274,00	8%
26 346,00	30 162,00	10%	26 274,00	30 018,00	9%
30 162,00	33 978,00	12%	30 018,00	33 762,00	10%
33 978,00	37 794,00	14%	33 762,00	37 506,00	11%
37 794,00	41 610,00	16%	37 506,00	41 250,00	12%
41 610,00	45 426,00	18%	41 250,00	45 138,00	14%
45 426,00	49 242,00	20%	45 138,00	49 026,00	16%
49 242,00	53 058,00	22%	49 026,00	52 914,00	18%
53 058,00	56 874,00	24%	52 914,00	56 802,00	20%
56 874,00	60 690,00	26%	56 802,00	60 690,00	22%
60 690,00	64 506,00	28%	60 690,00	64 578,00	24%
64 506,00	68 322,00	30%	64 578,00	68 466,00	26%
68 322,00	72 138,00	32%	68 466,00	72 354,00	28%
72 138,00	75 954,00	34%	72 354,00	76 242,00	30%
75 954,00	79 770,00	36%	76 242,00	80 130,00	32%
79 770,00	83 586,00	38%	80 130,00	84 018,00	34%
83 586,00	200 000,00	39%	84 018,00	87 906,00	36%
200 000,00	...	40%	87 906,00	91 794,00	38%
			91 794,00	200 004,00	39%
			200 004,00	300 000,00	40%
			300 000,00	400 008,00	41%
			400 008,00	...	42%

5.2 Taux d'imposition personnes physiques dans les différents pays de l'OCDE

Tableau 36 : Taux d'imposition des personnes physiques dans les différents pays de l'OCDE pour l'année d'imposition 2019 (statistiques de l'OCDE)

Statistiques OCDE. Stat (https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=TABLE_I7)

Dataset: Table I.7. Top statutory personal income tax rates						
Year	2019					
Income tax	Top statutory personal income tax rates		Marginal tax rates		Average wage in national currency units	Average wage in US dollars based on Purchasing Power Parities
	Top tax rates	Threshold (expressed as a multiple of the average wage)	Personal income tax	Personal income tax & employee social security contributions (All-in rate)		
Unit	%	Ratio	%	%	National currency	US Dollar
Country						
Australia	47,0	2,0	47,0	47,0	87 827	59 680
Austria	55,0	22,7	55,0	55,0	48 412	63 204
Belgium	52,9	1,1	46,0	60,2	49 565	64 505
Canada	53,5	4,0	53,5	53,5	55 092	45 812
Chile	35,0	7,6	35,0	35,0	10 043 045	24 160
Czech Republ.	15,0	0,0	0,0	11,0	408 760	32 532
Denmark	55,9	1,3	55,6	55,6	427 900	63 425
Estonia	20,0	0,4	18,8	20,4	17 118	31 111
Finland	51,1	1,9	48,7	58,5	45 270	52 615
France	55,4	16,1	55,2	55,6	36 547	48 464
Germany	47,5	5,3	47,5	47,5	52 184	70 354
Greece	55,0	11,0	55,0	55,0	21 382	38 086
Hungary	15,0	0,0	15,0	33,5	4 450 145	31 406
Iceland	46,2	1,2	44,4	44,4	9 626 993	68 443
Ireland	48,0	1,4	48,0	52,0	48 805	62 429
Israel	50,0	4,1	50,0	50,0	158 975	42 577
Italy	47,2	2,6	42,3	52,8	31 601	46 842
Japan	55,9	8,5	55,8	56,1	5 228 474	50 581
Korea	46,2	11,1	43,4	47,5	49 754 252	58 513
Latvia	31,4	4,8	29,2	40,2	13 000	26 198
Lithuania	27,0	9,5	27,0	34,0	14 390	31 735
Luxembourg	45,8	3,5	45,8	47,2	60 770	71 102
Mexico	35,0	26,6	35,0	35,0	131 626	14 186
Netherlands	51,8	1,4	50,1	54,4	53 198	67 517
New Zealand	33,0	1,1	33,0	33,0	62 181	42 756
Norway	38,2	1,6	38,2	46,4	614 712	64 065

Poland	32,0	1,7	22,1	39,9	59 341	33 446
Portugal	53,0	15,0	47,2	58,2	18 786	32 702
Slovak Republ.	25,0	3,2	21,7	35,1	13 198	25 924
Slovenia	50,0	4,6	39,0	61,1	20 576	35 829
Spain	43,5	2,4	43,5	43,5	27 537	43 491
Sweden	57,2	1,5	60,2	60,2	461 817	51 784
Switzerland	41,7	3,3	36,0	41,7	91 326	79 038
Turkey	35,8	3,0	30,5	45,5	58 622	31 999
UK	45,0	3,7	45,0	47,0	40 802	59 211
United States	43,7	9,2	43,7	46,0	57 055	57 055

5.3 Taux d'imposition personnes morales

Tableau 37 : Evolution des taux d'imposition de l'IRC, IS et ICC sur les années 2016 à 2021

Année d'imposition	IRC	IS	Taux IRC majoré	Taux d'imposition nominal
				IRC majoré & ICC*
2016	21%	7%	22,47%	29,22%
2017	19%	7%	20,33%	27,08%
2018	18%	7%	19,26%	26,01%
2019	17%	7%	18,19%	24,94%
2020	17%	7%	18,19%	24,94%
2021	17%	7%	18,19%	24,94%

*il s'agit du taux de l'ICC de la Ville de Luxembourg

Tableau 38 : Taux d'imposition des personnes morales dans les différents pays de l'OCDE pour l'année d'imposition 2020 (statistiques de l'OCDE)

Statistiques OCDE. Stat https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=TABLE_I11

Year	2020				
Unit	Percentage				
Country	Central government			Sub-central government corporate income tax rate	Combined corporate income tax rate
	Corporate income tax rate	Corporate income tax rate exclusive of surtax	Corporate income tax rate less deductions for sub-national taxes		
Australia	30,0		30,0		30,0
Austria	25,0		25,0		25,0
Belgium	25,0	25,0	25,0		25,0
Canada	15,0		15,0	11,5	26,5
Chile	25,0		25,0		25,0
Czech Repub	19,0		19,0		19,0
Denmark	22,0		22,0		22,0
Estonia	20,0		20,0		20,0
Finland	20,0		20,0		20,0
France	32,0	31,0	32,0		32,0
Germany	15,8	15,0	15,8	14,1	29,9
Greece	24,0		24,0		24,0
Hungary	9,0		9,0		9,0
Iceland	20,0		20,0		20,0
Ireland	12,5		12,5		12,5
Israel	23,0		23,0	0,0	23,0
Italy	24,0		23,9	3,9	27,8
Japan	23,2		22,4	7,4	29,7
Korea	25,0		25,0	2,5	27,5
Latvia	20,0		20,0		20,0
Lithuania	15,0		15,0		15,0
Luxembourg	18,2	17,0	18,2	6,8	24,9
Mexico	30,0		30,0		30,0
Netherlands	25,0		25,0		25,0
New Zealand	28,0		28,0		28,0
Norway	22,0		22,0		22,0
Poland	19,0		19,0	1,5	19,0
Portugal	30,0	21,0	30,0		31,5
Slovak Republ.	21,0		21,0		21,0
Slovenia	19,0		19,0		19,0
Spain	25,0		25,0		25,0
Sweden	21,4		21,4		21,4
Switzerland	8,5		6,7	14,4	21,1
Turkey	22,0		22,0		22,0
UK	19,0		19,0		19,0
United States	21,0		19,7	6,0	25,8